

ISSN 2818-985X



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

**de la Commission permanente  
de l'économie et du travail**

**Le vendredi 25 octobre 2024 — Vol. 47 N° 73**

Interpellation : Le gouvernement caquiste et sa vision  
économique datant d'une autre époque

**Présidente de l'Assemblée nationale :  
Mme Nathalie Roy**

---

**2024**

**Commission de l'économie et du travail**

**Le vendredi 25 octobre 2024 — Vol. 47 N° 73**

**Table des matières**

Exposé du sujet M. Frédéric Beauchemin	1
Réponse du ministre M. Éric Caire	3
Argumentation	4
Conclusions M. Éric Caire	16
M. Frédéric Beauchemin	18

**Autres intervenants**

Mme Carole Mallette, présidente suppléante

M. Stéphane Sainte-Croix

M. Donald Martel

Le vendredi 25 octobre 2024 — Vol. 47 N° 73

**Interpellation : Le gouvernement caquiste et sa vision économique datant d'une autre époque**

*(Dix heures une minute)*

**La Présidente (Mme Mallette) :** À l'ordre, s'il vous plaît! Je déclare la séance de la Commission de l'économie et du travail ouverte. Je demande à toutes les personnes dans la salle de bien vouloir éteindre la sonnerie de leurs appareils électroniques.

La commission est réunie afin de procéder à l'interpellation du député de Marguerite-Bourgeoys à la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie au sujet du... suivant : Le gouvernement caquiste et sa vision économique datant d'une autre époque.

Mme la secrétaire, y a-t-il des remplaçants?

**La Secrétaire :** Oui, Mme la Présidente. Alors, Mme Boivin Roy (Anjou—Louis-Riel) est remplacée par M. Sainte-Croix (Gaspé) et Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) est remplacée par M. Beauchemin (Marguerite-Bourgeoys).

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Je désire vous informer que, pour l'interpellation d'aujourd'hui, chaque série d'interventions commencera par l'opposition officielle et sera suivie d'une intervention de la ministre... en fait, du ministre, pour aujourd'hui, et d'un député du groupe parlementaire formant le gouvernement.

Nous allons débiter les déclarations d'ouverture. M. le député de Marguerite-Bourgeoys, vous avez la parole pour 10 minutes.

**Exposé du sujet**

**M. Frédéric Beauchemin**

**M. Beauchemin :** Merci beaucoup, Mme la Présidente.

**Une voix :** ...

**M. Beauchemin :** Pardon?

**Une voix :** ...

**M. Beauchemin :** Ah oui! D'accord. Ce n'est pas nécessaire, alors. Merci. Je n'avais pas le réflexe. Alors, bien, écoutez, beaucoup... beaucoup de choses peuvent être dites, mais je vais y aller de façon plus factuelle. Je vous dirais que la CAQ continue de gérer l'économie avec une mentalité qui date, là, d'une autre époque, lorsqu'on avait des taux de chômage qui étaient plus proches du 10 %, 12 %, 13 %, 14 %. C'est une vision économique qui est dépassée, avec une vision de vouloir créer des... en fait, des pertes au niveau de nos PME, parce qu'elles vont être obligées de se retourner de côté puis compétitionner à l'étranger pour aller chercher des employés. C'est... c'est une façon de faire qui ne se... qui n'a pas la place aujourd'hui, en 2024.

Juste une question, Mme la Présidente. Donc, le temps qui est en haut, y a-tu une différence entre le temps qui, normalement, serait affiché? C'est... Ça, c'est le temps?

**La Présidente (Mme Mallette) :** C'est le temps qu'il vous reste.

**M. Beauchemin :** O.K. Parfait. Parfait. Donc, sous... On le voit depuis cinq ans, là, sous le règne de la CAQ, il y a eu... en fait, depuis six ans maintenant, d'ailleurs, zéro gain de productivité depuis les six dernières années. Ça, c'est zéro amélioration de la productivité de l'économie du Québec. Quand on se compare à nos compétiteurs, que ce soient les Américains, ou le reste du Canada, ou l'ensemble de la planète, force est de constater que ce que ça a comme conséquence directe, là, sur notre façon de vivre ici, au Québec, un manque de productivité ou une perte de productivité par rapport à une autre juridiction, c'est que c'est notre standard de vie qui va y goûter, parce que, si on n'est pas capables de pouvoir être aussi compétitifs que nos voisins et plus compétitifs, c'est notre devise qui va perdre du terrain. Donc, pour chaque truc qu'on va vouloir importer par la suite, ça va nous coûter plus cher. On est passés d'à peu près 1,22 \$, là, 1,23 \$, sur le dollar canadien au début du mandat de la CAQ... Là, on frôle le 1,37 \$. Donc, il y a d'autres partenaires dans le reste du Canada, évidemment, là, qui fait que l'ensemble de l'oeuvre est à 1,37 \$, c'est sûr et certain, mais c'est un problème qui est canadien, mais c'est un problème qui est Québécois aussi.

Et on le voit aussi d'une autre façon. C'est quand on regarde... Puis ça, on a eu quand même plusieurs échanges avec l'ancien ministre de l'Économie et de l'Énergie, M. Pierre Fitzgibbon. Lorsqu'on parlait des faillites au Canada, le Québec a malheureusement, sous la CAQ, gagné la palme d'or des faillites au Canada avec plus de 60 % de toutes

les faillites canadiennes qui sont ici, au Québec. C'est significatif, ça, Mme la Présidente, parce que ça, ce que ça veut dire, c'est que c'est des gens, des hommes, des femmes, des entrepreneurs qui se lancent en affaires, qui prennent le risque de se lancer en affaires, et puis que le climat au Québec est tellement difficile pour eux autres parce qu'il n'y a pas... Le manque de vision pour aider nos entreprises n'est juste tout simplement pas au rendez-vous. La prévisibilité pour le monde des affaires est extrêmement importante, que ce soit au niveau de développement économique macro, à savoir nos besoins énergétiques, que ce soit au niveau de la fiscalité, que ce soit au niveau de la réglementation additionnelle que le gouvernement peut mettre en place. Lorsque tout ça est constamment à être en mouvement, bien, les gens ont moins l'intention de vouloir venir investir et/ou de développer dans leur propre... dans leur propre village, dans leur propre ville, parce que la prévisibilité n'est pas au rendez-vous. Donc, ce que ça a comme effet, c'est que ça nous empêche, à nous, au Québec, là, de faire croître le coeur même de notre économie, c'est-à-dire nos PME.

J'entends souvent le premier ministre nous parler que le produit intérieur brut par habitant, là, est la mesure-phare pour comparer la performance de l'économie québécoise. Cependant, la majorité des économistes vont dire que c'est... l'inflation doit être réduite de ce chiffre-là pour comparer des pommes avec des pommes, avec d'autres juridictions. Puis pourquoi que je dis ça? Pourquoi que les économistes disent ça? C'est parce qu'au Québec on a eu la plus grosse inflation du Canada. Donc, si on enlevait l'inflation québécoise, l'inflation ontarienne du produit intérieur brut per capita, bien, la résultante de ça, c'est qu'on le verrait bien, là, pas seulement qu'on n'a pas fait de gain, on a perdu du terrain contre l'Ontario. Mais le premier ministre nous parle souvent de ça avant le rythme de réduction de l'inflation. Moi, je pense que ce serait important d'ajuster le tir pour avoir une transparence par rapport à ce que l'ensemble des économistes veulent avoir, c'est-à-dire le produit intérieur brut net de l'inflation.

On a eu, évidemment, un déficit record. On a eu, évidemment, des dépenses qui ont augmenté, depuis le début du mandat caquiste, de 58 % pendant que la même... Pendant la même période, l'inflation pour... a été de 19 %. Puis malheureusement, on le voit bien, là, les services ne sont pas au rendez-vous. On a une augmentation de quatre heures d'attente, en moyenne, dans les hôpitaux au Québec. On manque de professeurs partout dans nos écoles. Donc, on a une perte de contrôle des finances publiques, on a une perte de contrôle dans les dépenses de l'État et puis on fait face à cette augmentation-là de la machine. En nombre d'employés, on parle d'au-delà de 10 000 net... 10 600 qui ont été... net engagés par l'État québécois, mais les Québécois ne voient pas la différence sur le terrain.

Ça fait qu'on doit reprendre le contrôle de notre économie, de nos finances publiques. On doit se dire, là, que notre objectif, c'est qu'on veut faire partie des nations gagnantes sur terre, avec une vue d'améliorer la qualité de vie de nos citoyens. Et ça, ça devrait être le modèle qui nous allume tout le temps, donc, avoir une vision de productivité, de soutenir l'innovation, de s'assurer que la recherche et développement, elle est attachée avec des programmes d'innovation pour que ça se traduise dans le quotidien de nos entrepreneurs, pour que nos entreprises, que nos PME puissent voir la traduction de ça dans leur quotidien, comment ça va pouvoir les affecter. On a besoin d'une économie de l'avenir, de la propriété intellectuelle, de propriétaires, puis pas une économie de succursale, là, une économie qui nous appartient. On est les patrons. C'est ça qui devrait être le mandat.

Je parlais de recherche et développement tout à l'heure. C'est important de se rappeler qu'au Québec, toutes sources de financement confondues, on investit approximativement 1,2 % du PIB en recherche et développement. Ça a de l'air d'un gros chiffre quand on ne compare pas. L'idée, évidemment, c'est de le comparer à ce que nos voisins peuvent faire. Les Américains, eux autres, c'est 2,4 %, 2,5 % de leur PIB, toutes sources de financement confondues, qui est en recherche et développement. Vous savez... C'est, évidemment, le double de ce qu'on fait au Québec. Et ça explique aussi l'amélioration en productivité de l'économie américaine par rapport à l'économie québécoise.

Donc, il y a d'autres benchmarks qu'on peut regarder, à travers le monde, qui pourraient être intéressants. Puis moi, je pense qu'il y en a un qui est intéressant. On a vu un petit pays de rien du tout qui a décidé, il y a une vingtaine d'années, que leur objectif, c'était de devenir la deuxième vallée du silicium, Silicon Valley numéro deux, O.K., puis c'est Israël. Et ils ont été, en moyenne, à une augmentation de 3,3 % de recherche et développement de leur PIB, là, annuellement investi dans ça, et ça a fait en sorte qu'ils sont partis de nulle part et qu'ils sont maintenant compétitifs à la Californie.

• (10 h 10) •

Donc, vous savez, ça, c'est un plan de match qu'on pourrait avoir, une vision d'avenir. Puis c'est important pourquoi? Pour que nos entreprises et nos employés aient la meilleure technologie. L'objectif, là, c'est de faire en sorte que les gens puissent mieux travailler, que nos entreprises puissent mieux produire pour qu'elles puissent être au rendez-vous à l'échelle mondiale. La conséquence de ça va être que, pour l'économie québécoise, on va avoir, évidemment, dans la balance, là, des dépenses et des revenus, une saine gestion des finances publiques, mais, au niveau des revenus, évidemment, ce qui va être important, c'est de s'assurer que l'économie soit au rendez-vous, moderne, de propriété intellectuelle, pour qu'elle puisse, donc, générer les revenus qu'on a tant besoin pour améliorer les services publics que nos citoyens demandent tant.

Donc, malheureusement, on a des réflexes, au gouvernement, d'hypothéquer l'avenir de nos jeunes. On l'a vu, un déficit record de 11 milliards de dollars qui a fait beaucoup couler d'encre. On a pigé dans les contributions du Fonds des générations. On a rempli la carte de crédit des jeunes puis on leur a laissé ça tel quel. Ça fait que c'est de constater qu'à travers les 17 régions économiques du Québec c'est le même son de cloche. Les gens veulent une saine gestion de nos finances publiques. Les gens veulent qu'on investisse dans l'économie québécoise. Les gens veulent qu'on redevienne plus maîtres de nos... de notre finance publique et de notre économie.

Puis, comme disait Jean Lesage, «maîtres chez nous», aujourd'hui, c'est important de considérer qu'on a une opportunité, avec la filière batterie, qu'on a laissée tomber. On a décidé d'avoir une succursale, à l'intérieur de la filière batterie, au niveau des celluliers, trois entreprises étrangères, Ford, GM, Northvolt, qui ont décidé, avec les subventions

généreusement données, là, par le gouvernement, de s'installer ici, mais que, si, un jour, il y a des profits, des milliards de dollars vont sortir du Québec et vont aller à l'étranger. Donc, on n'est pas dans une économie de propriétaires ici. On est dans une économie de succursales. On n'est pas rentrés dans la chaîne de valeur, parce que la valeur va quitter le Québec. On est rentrés dans la chaîne d'approvisionnement. Donc, pour être maîtres chez nous, il aurait fallu avoir notre propre cellulier. Puis on a tout ce qu'il faut et on avait tout ce qu'il faut pour pouvoir le faire. Donc, Mme la Présidente, ça termine mon introduction.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Je cède maintenant la parole au ministre. Vous avez la parole pour cinq minutes. M. le ministre.

### Réponse du ministre

#### M. Éric Caire

**M. Caire :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. Mme la Présidente, j'écoutais attentivement mon collègue faire la description de ce qu'on devrait faire, faire la description de ce que notre gouvernement a fait, en parlant d'une économie du passé.

#### La Présidente (Mme Mallette) : ...

**M. Caire :** Oui. Merci, Mme la Présidente. Et là je ne pouvais pas m'empêcher de penser... Parce que, comme vous le savez, Mme la Présidente, je siége à l'Assemblée nationale depuis plus de 17 ans maintenant. Je suis arrivé député de l'opposition sous l'ère du premier ministre Charest. J'ai connu l'intermède du Parti québécois et le mandat du premier ministre Couillard. Et j'écoutais mon... j'écoutais mon collègue et je ne peux pas m'empêcher de sourire, Mme la Présidente, d'abord, parce que le premier ministre Charest en a fait, des déficits, et pas nécessairement dans des périodes difficiles de notre nation. Le premier ministre Charest en a fait, des déficits, a fait des déficits importants, je tiens à le rappeler, alors que l'économie du Québec était... ne faisait pas face à une pandémie, contrairement à ce que notre gouvernement a eu à affronter.

Mais peut-être que mon collègue ne se souvient pas que le gouvernement libéral a été le champion, le champion des coupures dans les services, a été le champion de l'augmentation des taxes et des tarifs, électricité, frais de garde. Mme la Présidente, je me souviens même, l'augmentation exponentielle des baux de villégiature. Aïe! Il fallait le faire, là. Ça prenait de la créativité pour se dire : Même les baux de villégiature, on va doubler, tripler les coûts de ces baux-là. Il fallait vouloir aller piger partout, absolument partout. Il n'y a rien qui a échappé à la vindicte libérale en termes d'augmentation de tarifs.

Les coupures, Mme la Présidente, 2 %, hein, on se souviendra, Martin Coiteux, 2 % partout, paramétrique, pas... pas le respect budgétaire, pas la rigueur budgétaire, non, non, non, Mme la Présidente, des coupures, avec le résultat, Mme la Présidente, que le Parti libéral a laissé probablement le plus grand déficit de l'histoire du Québec en matière d'infrastructures. Parce que, ça, on n'en parle pas. On n'en parle pas. Et je l'ai déjà dit, et le député s'en souviendra, le déficit en infrastructures était tellement important que l'ancien gouvernement avait créé un comité, en éducation, pour réfléchir aux écoles : Bien, qu'est-ce qu'on va faire avec les écoles? Et là ils ont demandé à Ricardo de se joindre à ce comité-là. Là, je me suis dit : Ricardo, pourquoi Ricardo? Bien, parce que, Mme la Présidente, il y avait tellement de champignons dans nos écoles que ça prenait un cuisinier pour nous dire quoi faire avec.

Qu'est-ce qu'on a fait, nous? On a augmenté le PQI. Quand on est arrivés, le PQI était à 100 milliards. Il est à 153 milliards. Pourquoi? Parce qu'on est en train d'essayer de réparer les dégâts libéraux en matière d'infrastructures. En période de pandémie, Mme la Présidente, qu'est-ce qu'on a fait? Bien oui, on a embauché des gens pour donner des services, la vaccination, donner des soins aux aînés, à la population, maintenir les services. Et, malgré ça, notre gouvernement, notre gouvernement a diminué le fardeau fiscal des Québécois de l'ordre de 6 milliards, 6 milliards, Mme la Présidente. Ça, ça veut dire quoi? Ça veut dire du pouvoir d'achat pour les Québécois. Ça veut dire une capacité à soutenir l'économie.

Sur le plan du développement économique, quelle a été la grande stratégie libérale, là, pour... Quelle est... Ça a été quoi, la grande vision du Parti libéral pour développer l'économie du Québec? Et je m'en souviens très bien, le premier ministre Charest nous a proposé le Plan Nord. C'était quoi, ça, le Plan Nord? C'était une version moderne de ce que Maurice Duplessis a fait. On va exploiter nos ressources naturelles, les mines, puis on va envoyer ça se faire transformer ailleurs. Alors, si ça, c'est l'économie du futur, selon mon collègue, j'avoue qu'on a une divergence d'opinions.

Qu'est-ce qu'on fait, nous, Mme la Présidente? Bien, je suis content que le collègue en ait parlé. En fait, plusieurs choses. Premièrement, la filière batterie. La filière batterie, c'est quoi? C'est une... c'est une chaîne de valeur qui va de, oui, l'exploitation de nos ressources naturelles, parce qu'on a des... des minéraux stratégiques et... critiques et stratégiques, qu'il faut les exploiter, mais c'est aussi la transformation, le raffinage. C'est la transformation, la fabrication de cathodes, la fabrication de cellules. C'est aussi la fabrication de batteries. C'est implanter les batteries, donc les installer. C'est la création de véhicules. C'est le recyclage, le recyclage, de la genèse à la fin de la vie utile. C'est ça, la chaîne de valeur, puis c'est ça, la vision de la CAQ. Ce n'est pas : Allons chercher... allons exploiter nos mines puis vendons ça 0,02 \$ la tonne aux Américains. Ça, c'est la vision libérale. Ce n'est pas la nôtre. Ce n'est pas la nôtre. Donc, quand le collègue nous parle d'une économie du passé, eh bien, je compare les deux plans puis j'ai comme tendance à penser que l'économie du passé est plus l'autre bord de la Chambre que de ce côté-ci.

Mais ça ne s'arrête pas là, Mme la Présidente, parce qu'en 2022, en mai, plus précisément, mon collègue Pierre Fitzgibbon a déposé la stratégie québécoise en recherche, innovation et investissement, qui vise quoi, dans le fond? À créer tout un écosystème autour de la recherche et du développement, mais pas que, Mme la Présidente. Et c'est là où, encore une fois, on se distingue des libéraux, parce qu'il faut soutenir la recherche, oui, mais il faut que cette recherche-là trouve des applications ici en soutenant nos start-up. Et ça, avec la SQRI, on l'a fait, 7,5 milliards qui sont disponibles pour la réalisation du plan... de la stratégie, c'est-à-dire, québécoise en ressources... en recherche et en innovation. Parce que l'innovation, ça veut dire quoi? Ça veut dire l'informatique quantique à Sherbrooke. Ça veut dire l'intelligence artificielle à Montréal. Ça veut dire l'aéronautique aussi dans le nord de Montréal. Ça veut dire la gouvernance, ici, sur l'Internet des objets, la cybersécurité à Québec. Ça veut dire un déploiement, sur tout le territoire, de recherches et d'entreprises autour de ces recherches-là, parce que... Zones d'innovation, je sais que mon collègue de Nicolet-Bécancour va en parler un peu plus en détail tout à l'heure. Mais le principe, c'est de créer un écosystème où on ne va pas se contenter de faire des recherches. Parce que les Québécois, on était bien bons là-dessus, la recherche, mais notre capacité à le commercialiser était moins grande. Bien, c'est ce que... c'est ce que notre gouvernement veut faire, fait et va faire, il va continuer à faire, de permettre que, oui, il y ait de la recherche, oui, il y ait de l'innovation, mais que ce soit nous qui puissions exploiter ce résultat-là.

• (10 h 20) •

Mais tout ça, Mme la Présidente, ça doit aussi être soutenu par une vision sur l'énergie. L'énergie, c'est... c'est... évidemment, c'est à la source de tous ces éléments-là et c'est pour ça qu'avec Hydro-Québec on a un plan de, je dirais, 150 milliards, mais ça peut être plus. Pourquoi? Encore là, Mme la Présidente, grande distinction entre le Parti libéral et notre gouvernement, parce que, quand moi, j'étais dans l'opposition, quand le gouvernement libéral était aux affaires, surplus, on avait de l'électricité, on ne savait pas quoi faire avec. On délestait les barrages parce que... Qu'est-ce que tu veux qu'on fasse avec ça, de l'électricité, hein, quand on est un gouvernement libéral? Bien, on ne le sait pas. Nous, on est bons pour augmenter les tarifs, on est bons pour augmenter les taxes, mais, développer l'économie, on ne sait pas faire ça.

Mme la Présidente, on est passés d'un surplus énergétique à un projet de développement digne de la Baie James. Pourquoi? Parce qu'on s'est servis de cette énergie-là pour attirer des entreprises, pour développer l'économie du Québec et faire en sorte que le Québec est une terre d'accueil, est une terre d'accueil pour les entreprises propres, qui ont besoin d'énergie propre, parce que c'est ça, la vision du futur, c'est de délester les énergies fossiles pour des énergies propres et pour avoir une chaîne de production qui utilise des énergies propres, ce qui fait qu'on a des entreprises qui sont plus écoresponsables.

Puis on s'inscrit exactement dans la lignée du XXI<sup>e</sup> siècle avec cette vision-là, qui est très, très loin de la vision du Parti libéral, parce que, je le répète, Hydro-Québec faisait des surplus d'énergie, puis ils ne savaient pas quoi faire avec ça. Et aujourd'hui, aujourd'hui, on doit augmenter notre production de façon significative. Pourquoi? Parce qu'on a réussi à attirer des entreprises, parce que, dans le parc industriel de Nicolet-Bécancour, là, ce n'est pas des entreprises de cannabis qui vont s'installer là, là, contrairement à ce que les libéraux ont fait, là, c'est des entreprises qui ont... qui ont une production qui s'inscrit dans la filière batterie, qui s'inscrit dans l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle, qui va générer de la valeur. Et la preuve, c'est que l'écart de productivité avec l'Ontario se réduit et l'écart de richesse avec l'Ontario se réduit. Et ça, c'est la première fois que ça arrive. Ce n'est jamais arrivé sous le gouvernement libéral. Alors, Mme la Présidente, je pense qu'on s'inscrit parfaitement dans la lignée du XXI<sup>e</sup> siècle.

### Argumentation

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Nous allons maintenant débiter la période d'échange. M. le député de Marguerite-Bourgeoys, vous avez la parole pour cinq minutes.

**M. Beauchemin :** Merci, Mme la Présidente. Peut-être juste rectifier certaines citations du ministre. Juste pour être clair, la productivité sous la CAQ a été de zéro depuis les six dernières années. Sous le règne libéral, il y avait des gains de productivité annuels. Sous la CAQ, on est passés d'un surplus budgétaire, une caisse qu'il restait 7 milliards à l'intérieur, à un déficit record de 11 milliards de dollars. Vous savez, la CAQ a dépensé comme des marins en cavale, sans aucune justification, sans aucune vision et sans aucune rigueur. Et, maintenant que la CAQ a un déficit record, que les agences de crédit leur a sonné la cloche, soudainement, on décide regarder puis de faire des examens de conscience sur les dépenses. Il y a des leçons à apprendre, je pense, de la part des gouvernements antérieurs, parce que les péquistes ou les caquistes, honnêtement, ne savent pas compter, puis la résultante, c'est que les agences de crédit, les agences de placement sonnent la cloche à ce moment-là. Donc, peut-être que le ministre pourrait revisiter certaines de ses déclarations.

Puis le point le plus important, je pense que ce qu'il est important de se rappeler, c'est... quand on a quitté, on avait, nous autres, un plus petit déficit de maintien d'actif que la CAQ, qui est maintenant le triple de ce qu'on a, O.K.? Un. Deuxièmement, on avait 100 milliards dans le PQI quand on a quitté. Là, il y a en 150 milliards. Là-dedans, là, O.K., il y a une grande partie que c'est pour rattraper le maintien d'actif que vous avez laissé croître comme déficit, mais, non, en plus, il y a eu 30 % d'inflation dans le secteur de la construction. Ça fait qu'en dollars d'aujourd'hui on est rendus à 130 milliards. Ça veut dire qu'il y aurait un 20 milliards de plus pour des nouveaux programmes? Non, non, non. Le 20 milliards, Mme la Présidente, est à peu près... est une fraction du déficit de maintien, qui a explosé sous ce règne-là de la CAQ. Donc, on va se reparler, à un moment donné, là, avec les vrais chiffres en face. Peut-être qu'on va être capables de comprendre. Mais la réalité, c'est qu'il y a un abandon de la gestion de l'État au niveau du gouvernement.

Et il y a un abandon aussi au niveau des PME, parce que, sous les gouvernements de la CAQ, on a... on a oublié le fait que nos PME, c'est le coeur, c'est 97,4 % de toutes nos entreprises privées. Elles sont présentes dans les 17 régions

économiques du Québec. C'est la colonne vertébrale de notre économie. Malgré leur importance, là, la CAQ préfère subventionner des multinationales étrangères.

Et j'entendais le ministre nous dire qu'on était rentrés dans la chaîne de valeur. Il y a un concept qu'il faut peut-être clarifier, là. La chaîne de valeur, là, c'est les profits que les multinationales vont faire. Ils ne resteront pas au Québec, M. le ministre. Ces profits-là vont quitter le Québec. On n'est pas dans la chaîne de valeur. On est dans la chaîne d'approvisionnement. On a donné nos employés. On a donné nos blocs d'énergie. On a donné nos milliards de taxes et impôts à des multinationales étrangères. Pendant ce temps-là, qu'est-ce qui arrive avec nos PME? Elles sont à la course pour essayer de se trouver des employés pour remplacer le vacuum que vous avez créé. La réalité, là, O.K., on est dans la chaîne d'approvisionnement comme un État qui est au... esclave aux entreprises étrangères. Au lieu d'avoir une fierté nationale au niveau du développement économique, vous avez fait tout le contraire. C'est ça, la réalité sous le gouvernement de la CAQ.

On a, malgré tout, espoir qu'un jour on va être capables de retrouver une fierté économique ici, au Québec, puis qu'on va être capables de pouvoir aider nos PME. Parce que, vous savez, Mme la Présidente, dans l'ensemble de nos régions, il y en a partout. Il y en a 262 000. Puis, là-dedans, quelque part, là, il y a le prochain Couche-Tard qu'on devrait aider au lieu de taxer puis d'enfouir sous des heures additionnelles de bureaucratie, comme ce gouvernement-là semble faire. Petite statistique intéressante, avec la loi n° 25, en moyenne, pour chacune de nos PME, c'est 35 heures de plus par semaine de bureaucratie juste pour remplir les papiers sujets à la loi n° 25. Ce n'est pas normal.

Ce n'est pas normal qu'on taxe nos entreprises, nos entreprises québécoises pour donner de l'argent à des multinationales étrangères. Nos blocs d'énergie, là, qu'on donne à rabais... On entendait le ministre, tantôt, dire... comme quoi qu'il y avait des surplus d'Hydro-Québec. Un autre exemple de la CAQ, on est passés de surplus à déficits autant dans les blocs d'énergie, dans les maintiens d'actif, dans la gestion de nos finances publiques. Puis là, en ce moment, on est en train de dire que c'est de la faute des libéraux.

On avait laissé en place un plan, justement, de parcs éoliens, de développement, que vous... le gouvernement a laissé, là, sur la tablette pendant des années de temps, puis là, soudainement, on se réveille. La réalité, là, c'est que ce gouvernement-là, malheureusement, n'est pas capable d'avoir une vision de développement économique. Ce gouvernement-là n'a aucune absolue vision d'un développement nationaliste au niveau de notre économie. Puis c'est malheureux parce que c'est les Québécois qui vont payer, puis pas juste les Québécois, nous autres, notre génération, hein, c'est la prochaine génération. On les a hypothéqués en pigeant dans les fonds... dans le Fonds des générations. On les hypothèque en leur laissant un déficit record de 11 milliards puis on les hypothèque en manquant de vision au niveau de notre développement économique. Nous, on devrait leur laisser plutôt, là, la place en ordre, puis ce gouvernement fait tout à fait l'inverse.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Je cède maintenant la parole au ministre. Vous avez la parole pour cinq minutes.

**M. Caire :** Merci, Mme la Présidente. Bien, je vais y aller dans l'ordre ou à peu près, je vais essayer, là, que mon collègue a suivi lui-même. Il parlait de déficit record. Je lui signalerai qu'en 2009 le gouvernement Charest a fait un déficit qui était important. Je signalerai à mon collègue que je ne me souviens pas, en 2009, là... peut-être que j'ai manqué une bonne game, comme on dit, mais qu'il y a eu une pandémie mondiale qui aurait pu justifier peut-être le fait de ce déficit.

Donc, Mme la Présidente, je pense que les Québécois comprennent très bien ce que nous avons vécu au Québec, qui s'est vécu à travers la planète, de 2020 à 2022. Je pense que les Québécois comprennent que la priorité, c'était de soigner les gens, de protéger la population, de donner les services. La priorité, c'était d'aider nos entreprises qui en arrachaient, évidemment, parce que, ça, le collègue ne le dit pas non plus, mais on a soutenu nos entreprises comme... comme personne au Canada avec le résultat que, contrairement à ce que mon collègue dit, c'est au Québec que le taux de fermeture définitive est le plus... le plus faible, bien en deçà de notre poids démographique. On parle de 14 %. Pourquoi? Parce qu'on a mis en place des mesures importantes pour soutenir notre économie, soutenir nos entreprises.

Évidemment, quand la pandémie s'est terminée, il y a eu un rebond de l'économie. Le collègue parle d'une augmentation de 30 % dans le secteur de la construction. Bien, on est passés d'une période où il ne se passait absolument rien à une période où il y avait plusieurs investissements à tous les niveaux, et effectivement ça crée une pression inflationniste. Je n'ai certainement pas besoin d'expliquer ça à mon collègue, qui le sait mieux que moi.

Mme la Présidente, là où j'ai beaucoup de difficultés à suivre le collègue, c'est quand il nous parle de ces surplus et quand il en parle avec fierté. Ça, je ne comprends pas ça puis je vous explique pourquoi. Parce que, ces surplus-là, on les a bâtis comment? Comment le gouvernement du premier ministre Couillard en est arrivé à des surplus? Ce n'est pas compliqué, Mme la Présidente. Deux choses. Un, il est allé piger dans la poche des Québécois. L'augmentation des taxes et des tarifs a été sans précédent, sans précédent, des chocs tarifaires en électricité, là, dont je me souviens — moi, j'étais de ce côté-là de la Chambre et je m'en souviens parfaitement — chocs tarifaires. Je l'ai dit, il a augmenté une taxe famille. Il a augmenté les frais de services de garde au nom de la pérennité du système. Non, Mme la Présidente, pas du tout, parce qu'il fallait taxer les Québécois. C'est comme ça. Et, de l'autre côté, il a coupé les services.

• (10 h 30) •

Alors, nous, ce qu'on demande actuellement... Il y a une augmentation des budgets. Il n'y a pas de coupure. Il y a une augmentation des budgets. Ce qu'on dit, c'est : Respectez vos budgets. Mais, sous le Parti libéral, et ça a été admis par Carlos Leitão, par Gaétan Barrette, ça a été admis, c'étaient des coupures. On diminuait les budgets, Mme la Présidente. Donc, on diminue les dépenses, on coupe dans les services, on crée un déficit d'infrastructures sans précédent.

Mon collègue pourra dire ce qu'il veut, la vérité, c'est... c'est bête et méchant, là. 100 milliards d'investissements, 153 milliards d'investissements, je m'excuse, là, mais nous, on est en train de faire le rattrapage des erreurs qu'eux ont commises. Et ça, c'est dans ce secteur-là et dans bien d'autres.

Mais il y a eu des coupures des services, Mme la Présidente. Je me souviens des chaînes humaines autour des écoles. J'étais... J'avais cette image-là. Pourquoi? Parce qu'à un moment donné c'est les enfants qui en souffraient. C'est les aînés qui en souffraient. C'est les malades qui en souffraient. Alors, on va arrêter, là.

Alors, c'est comme ça que le surplus s'est bâti, Mme la Présidente. On ne donne plus de services puis on taxe. Alors, si mon collègue est fier de ça puis si mon collègue dit : Voici, ça, c'est la vision libérale d'une saine gestion, parfait, je lui laisse ça, ça lui appartient.

Pour ce qui est des PME, Mme la Présidente, la grande majorité des actions qui ont été posées par notre gouvernement visaient à soutenir les PME, visaient à aider les PME. Et j'aurai potentiellement... Je vois le temps qui file, là. J'aurai potentiellement le temps d'en reparler, mais l'ensemble des sommes qui ont été investies pour nos PME qui sont dans le domaine des technologies, qui sont dans le domaine de l'innovation, qui sont dans le domaine des économies vertes, Mme la Présidente, je l'ai dit, c'est 7,5 milliards, pour la stratégie québécoise de recherche, d'innovation, d'investissement, Mme la Présidente, essentiellement pour aider des start-up et des PME.

Donc, Mme la Présidente, en matière de développement et de soutien des PME, là, on a zéro, zéro leçon à recevoir du Parti libéral, parce que, de leur côté, comme j'ai dit, la seule vision qu'ils avaient au niveau économique, c'était le Plan Nord, c'était exploiter nos mines puis aller faire transformer ça par les Américains.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Je cède maintenant la parole au député de Gaspé. Vous avez la parole pour cinq minutes.

**M. Sainte-Croix :** Merci, Mme la Présidente. Permettez-moi d'abord de procéder aux salutations habituelles, à commencer par vous. Très heureux d'être ici avec vous ce matin, en ce beau vendredi d'octobre. Salutations particulières au ministre. Salutations également aux collègues députés. Écoutez, comme je le disais, ce dernier vendredi d'octobre, très beau... très beau matin, très belle journée. Très content d'être ici aujourd'hui, parler d'économie. Et puis je pense que c'est un sujet, là, drôlement important. C'est une des préoccupations assez... assez obsessionnelles de notre gouvernement, je dirais même, et puis, bien, je suis fier, ici, là, de venir appuyer mes collègues dans cette... dans cette interpellation.

Mme la Présidente, le terme «obsession» a parfois une certaine connotation négative, mais, selon *Le petit Robert*, l'obsession se définit comme une idée qui s'impose à l'esprit sans relâche. Mme la Présidente, c'est exactement cet esprit incessant qui habite notre premier ministre, et il l'exprime par son désir obsessionnel de réduire l'écart de richesse avec l'Ontario.

Mme la Présidente, je suis fier aujourd'hui de vous dire que cet objectif a été atteint. En effet, les efforts acharnés du premier ministre, accompagné de son excellente équipe économique, ont permis au Québec de non seulement rattraper l'écart de richesse avec l'Ontario, mais de le dépasser. Les Québécois sont désormais plus riches que les Ontariens. Le produit intérieur brut, le fameux PIB par habitant, est plus élevé au Québec qu'en Ontario. Selon l'économiste Pierre Fortin, économiste estimé de ses pairs, l'avantage du PIB québécois serait de 3 % face à l'Ontario depuis 2023. Il arrive à ce résultat en prenant en compte le coût de la vie plus élevé en Ontario. Ajuster le PIB par habitant pour prendre en compte la différence de pouvoir d'achat entre deux régions qui utilisent la même monnaie est une procédure bien établie et utilisée par les organismes internationaux.

Mme la Présidente, c'est tout qu'un revirement que notre formation politique a accompli. Nous avons réussi à inverser la tendance de l'austérité budgétaire du Parti libéral du Québec. M. Fortin le rappelle, et je le cite : «Après avoir été temporairement freinée par une austérité budgétaire provinciale douce de 2010 à 2013 puis musclée — musclée — de 2014 à 2016, elle a retrouvé sa lancée par rapport à l'économie de l'Ontario de 2018 à 2023.» 2018 à 2023, Mme la Présidente, c'est exactement les années qui coïncident avec le gouvernement caquiste.

Fait saillant, la valeur des exportations internationales de marchandises du Québec a enregistré une augmentation de 3,8 % en août dernier par rapport à août 2023. Depuis le début de l'année 2024, le Québec affiche une performance nettement supérieure à celle de l'Ontario avec une croissance de 5,2 %, contre une diminution de plus de 1 % pour cette dernière. En volume, le Québec a connu une hausse de 3,4 %. En comparaison, le reste du Canada a connu une baisse de 0,8 %.

Autre fait saillant, Mme la Présidente, depuis le début de l'année 2024, le ratio export-import permet de démontrer la situation relativement favorable du Québec, qui affiche un taux de 93,7 % par rapport à l'Ontario, qui se situe à 65,5 %.

Cet écart de richesse, Mme la Présidente, ce n'est pas un entêtement à la comparaison. C'est bien plus important que ça. On a besoin de créer de la richesse pour financer nos services publics en santé et en éducation, notamment. Un des outils dont on dispose, Mme la Présidente, pour continuer d'accroître cet enrichissement, c'est la productivité. Pour augmenter notre richesse collective, il faut impérativement augmenter notre productivité via l'innovation. Je vous en parlerai davantage, Mme la Présidente, dans mon prochain bloc d'intervention. Merci beaucoup.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci, M. le député. Nous allons débiter la deuxième série d'interventions. Je cède maintenant la parole au député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Beauchemin :** Merci, Mme la Présidente. Je suis heureux d'entendre que c'est une priorité, maintenant, à la CAQ, la productivité, parce que, clairement, comme j'ai mentionné, les six dernières années, ça a été zéro gain de productivité sous la gouverne caquiste.

Un autre point que je veux mettre juste au clair, en 2009, il y avait une crise financière. Tous les gouvernements... comme, en 2021, il y avait une crise sanitaire. Tous les gouvernements ont fait des déficits, juste pour peut-être rappeler à l'ordre mon collègue au niveau de la structure capitalisation des déficits sous le règne libéral. Mais ça n'empêche pas que, sur les six années caquistes, si on enlève une année qui a été celle, donc, de la crise sanitaire, il y a eu cinq années de déficit, dont une année record. Donc, on va s'entendre sur une affaire, là, on est incapable de bien gérer les finances publiques de ce côté-là.

Là, il faut vraiment être clair sur une chose, là. Le déficit d'entretien de nos infrastructures est passé de 12 milliards de dollars à 40 milliards de dollars sous le règne caquiste. Donc, on est rendus à 40 milliards de dollars. On a mis 100 milliards dans le PQI avant de quitter, O.K.? Il y a eu 30 % d'inflation. Donc, c'est l'équivalent de dire qu'en dollars d'aujourd'hui c'est 130 milliards. La CAQ a rajouté 27 milliards de plus par rapport à ça, O.K.? On est rendus à 157... 155 milliards. Si on enlève 40 milliards de dollars, là, à cause du déficit, on est rendus à quoi, Mme la Présidente? On est inchangés. La CAQ n'a rien fait de nouveau. La preuve, il n'y a pas de projet d'infrastructure vraiment structurant d'annoncé ou de réalisé avec ce gouvernement-là. C'est ça, la réalité, déficit de réalisation.

La CAQ a dilapidé 700 millions de dollars, 710, pour être précis, dans Northvolt, sans aucune garantie encore à ce jour. Lors de la dernière session parlementaire, j'avais parlé au ministre Fitzgibbon, à l'époque, pour dire que Northvolt, c'était une start-up, c'était du capital de risque. Non, non, non, ce n'est pas ça du tout, c'est une entreprise solide, avec les reins solides. Mais, on le voit bien, là, Northvolt, là, c'est 1,6 milliard de pertes en 2023, et les huissiers sont à la porte actuellement chez Northvolt pour s'assurer que leurs fournisseurs locaux puissent être payés. Ça ne s'invente pas. Ils sont en... Ils ont... ils ont flaubé 13 milliards de dollars puis là ils sont en train de trouver une autre façon de chercher un autre 300 millions additionnel qu'ils ne sont pas capables de boucler. Je vous le dis, là, Northvolt, actuellement, là, c'est un gouffre financier. Puis le fameux risque contrôlé de la part du gouvernement, il ne cesse d'augmenter. Ils mettent l'argent des contribuables à risque, Mme la Présidente.

• (10 h 40) •

J'ai posé la question, parce qu'il y a deux personnes qui ont signé le chèque en blanc à la CAQ, pour Northvolt, la ministre de l'Économie puis le ministre des Finances. J'ai posé la question aux deux : Combien vaut notre investissement en débenture échangeable? Aucune réponse. Évidemment, c'est sûr, ils ne veulent pas le dire. Ça vaut zéro, en ce moment, cet investissement-là. Parce que savez-vous quoi? Quand on restructure une entreprise... Dans la structure de capital d'une entreprise, quand les seniors, les prêteurs seniors restructurent le financement de l'ensemble de la structure de capital d'une entreprise, c'est parce qu'eux autres, là, ils sont en train de dire : On n'est plus capables de retrouver nos billes. Ça fait que tous ceux qui sont en dessous, dont le gouvernement du Québec, là, qui est en bas, là, O.K., juste au-dessus de l'équité, n'ont pas rien si jamais l'entreprise était à liquider. Ça fait que c'est pour ça qu'on est actuellement dans une situation où est-ce que la débenture... Puis, «by the way», ça va être intéressant de voir ce que la Caisse de dépôt va donner, comme... comme valeur marchande, à cette débenture-là. J'ai très hâte de voir ça, et on va le voir aux crédits.

Vous savez, Northvolt, là, c'est parce que c'est un mauvais exemple, O.K., de ce que la mauvaise gestion caquiste est capable de réaliser, incapable de penser qu'on aurait de besoin, comme en bonne gouvernance, lorsque c'est le temps de faire des investissements structurants, d'y aller avec des joueurs de qualité. La CAQ a décidé d'y aller «all in» avec une start-up. Ce n'est pas le rôle du gouvernement de jouer avec l'argent des contribuables en faisant ça avec du capital de risque. Pendant ce temps-là, on oublie nos PME, malheureusement. C'est ça, la réalité.

Est-ce qu'on a besoin d'apprendre des meilleures pratiques ici? Je pense que oui. Les meilleures pratiques mondiales, en fait, c'est que, dans les développements de filières économiques, peu important quels domaines spécifiques se font à travers les grands pays, que ce soit en Angleterre, en France, aux États-Unis, on va y aller de façon à conserver la valorisation du portefeuille des payeurs de taxes. On va y aller de façon rigoureuse. On va y aller de façon à s'assumer, que le risque qu'on prend est un risque gérable pour les contributeurs de taxes. Malheureusement, on le voit bien, la CAQ n'a pas cette même vision là.

Le séquençage, le fameux séquençage caquiste, Mme la Présidente, était supposé de nous aider à comprendre comment ça fonctionne, cette histoire-là. La réalité, là, c'est que la première étape du séquençage caquiste, c'était de payer des millions de dollars à McKinsey pour avoir un rapport sur quoi faire pour une filière batterie. Puis, à part... La suite des choses a été une simple exécution de ça, sans même penser à la réalité économique du Québec. Le gouvernement a préféré investir dans une...

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Je cède maintenant la parole au ministre.

**M. Caire :** Oui. Merci, Mme la Présidente. Je vais revenir brièvement sur le déficit, là, parce que je ne voudrais pas que mon collègue pense que je veux éviter les autres commentaires qu'il a faits. Au contraire, j'ai plein de belles choses à lui dire. Bien, sur le déficit, il dit : Oui, mais il y avait une situation économique difficile en 2009. C'est vrai. Je ne conteste pas ça. Mais une pandémie, ce n'est pas pire non plus. Puis, en termes de situations difficiles, là on va s'entendre qu'entre la situation difficile de 2009 puis deux ans, pas un an, deux ans de pandémie, soit dit en passant, là, il a manqué... il a manqué une bonne année, là, je pense que les impacts ne sont pas les mêmes, les obligations ne sont pas les mêmes et les moyens à mettre en place ne sont pas les mêmes, bon, d'une part.

D'autre part, le collègue dit : Oui, mais, à part cette... Lui parle d'une année, mais, bon, on parle de deux, là, soyons honnêtes, là. Il dit : Vous avez fait des déficits. Désolé, le budget de 2019... J'aimerais qu'il me montre où est le déficit dans le budget de 2019 puis j'aimerais qu'il me montre où est le déficit dans le budget de 2020. J'aimerais ça. J'aimerais ça qu'il me dise il était de combien, le déficit, en 2019, il était de combien, le déficit, en 2020. Là, il va me dire : Oui, mais vous avez hérité des surplus libéraux, surplus libéraux qui étaient le résultat, je le rappelle, d'augmentations

de taxes, de tarifs sans précédent, sans précédent, parce que le gouvernement libéral est un taxeur compulsif, et de coupures dans les services. Alors, encore là, si... On va se dire les vraies choses, là. Si c'est comme ça qu'ils entendent gérer le Québec, je pense qu'ils auraient intérêt à le dire aux Québécois.

Mais j'ai accroché sur ce que mon collègue a dit : Ce n'est pas le rôle du gouvernement de jouer avec l'argent des Québécois. O.K. Ah! c'est intéressant, ça. Ça aurait été le fun qu'il dise ça à Philippe Couillard avec son superinvestissement dans la CSeries. Ça aurait été le fun qu'il nous en parle, de ça aussi. Comment il trouve... comment il trouve ça, mon collègue, l'investissement libéral dans la CSeries? Est-ce qu'il trouve que ça a été payant pour le Québec? Est-ce qu'il trouve que ça, ça a vraiment fait avancer le Québec? Est-ce qu'il considère cet investissement-là comme une vision du Québec du XXI<sup>e</sup> siècle? Première... premier élément.

La cimenterie McInnis, il trouve-tu que c'est un bon investissement? Aïe! On a investi dans le béton, dans le béton. Il est en train de critiquer la filière batterie, une chaîne de valeur qui part de l'extraction des métaux stratégiques... critiques et stratégiques jusqu'au recyclage, armé de son... de son méga-Plan Nord, ceci étant dit, dont il ne nous a pas encore expliqué en quoi c'était une vision d'avenir du Québec. Bien, le Parti libéral, eux autres, leur vision du XXI<sup>e</sup> siècle, c'était d'investir dans une usine qui produit du ciment.

**La Présidente (Mme Mallette) :** ...

**M. Caire :** Pardon, Mme la Présidente?

**La Présidente (Mme Mallette) :** On continue de s'adresser à la présidence.

**M. Caire :** Oui, oui, Mme la Présidente. Je m'adresse à vous, bien évidemment. Évidemment, je m'adresse à vous, mais j'espère que le son se rend jusqu'à l'autre côté, par exemple, parce que moi, je trouve ça le fun, me faire donner des leçons de vision, d'avenir, d'économie par un parti politique qui a investi dans une business qui fait du ciment, puis dont la rentabilité n'est pas... n'est pas avérée, d'une part, puis dont l'empreinte écologique... Ayoye! Ayoye! Parce que je ne sais pas s'il le sait, mais la cimenterie McInnis, c'est une des entreprises les plus polluantes au Québec. Alors, peut-être aura-t-il plein de bons commentaires à nous faire là-dessus.

Maintenant, Mme la Présidente, je vais aussi rappeler à mon collègue que c'est le Parti libéral qui a aboli les CLD, centres locaux de développement. Ça, c'est... Ça aussi, ça fait partie de la grande vision de l'économie libérale. On va abolir des organismes dont l'objectif, c'est de développer l'économie de nos régions. Nous, on les a remis en place. Pourquoi? Parce qu'on croit à ça, le développement des régions.

Je lui rappellerai qu'en plus de la filière batterie on a changé le modèle d'Investissement Québec. Pourquoi? Pour être capables d'être plus agiles, pour être capables d'avoir des investissements plus performants, notamment dans nos PME. 92 % des actions qui ont été posées par le gouvernement visent le développement de nos PME. Quand il me parle d'une économie de propriétaires, je lui rappelle qu'eux ont vendu des sièges sociaux. Je pense à RONA, entre autres. Nous, on les attire ici, au Québec. Ça fait qu'encore là moi, je n'ai aucun problème à comparer la vision de la CAQ avec celle du Parti libéral. Et je suis sûr que mon collègue, dans sa prochaine intervention, pourra...

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Je cède maintenant la parole au député de Nicolet-Bécancour.

**M. Martel :** Merci. Bonjour, Mme la Présidente. Bonjour, chers collègues. Très content d'être ici ce matin. J'ai deux blocs à faire. Le deuxième bloc, je vais parler un petit peu plus de... évidemment, de la filière batterie, des zones d'innovation, mais... J'ai beaucoup de respect pour mon collègue député de Marguerite-Bourgeoys, mais, si, ce matin, il était ici comme financier indépendant, j'aurais une écoute par rapport à ce qu'il a à dire, mais le problème, c'est qu'il représente une formation politique qui a un héritage récent. Puis, malheureusement un peu pour lui, j'étais aussi dans l'opposition avec mon collègue de La Peltrie, puis on a été témoins de quand même beaucoup d'actions du gouvernement libéral.

Moi, je demanderais à mon collègue si... Rio Tinto, pigments de titane, je ne sais pas si ça lui dit quelque chose. Minerais rares Quest, je ne sais pas si ça lui dit quelque chose aussi. IFFCO, production d'urée, je ne sais pas si ça lui dit quelque chose aussi. Société internationale de métallurgie, je ne sais pas si ça lui dit quelque chose aussi. Mais ces projets-là, puis il y en a d'autres, c'est des projets, ça, que le gouvernement libéral est venu annoncer en grande pompe dans le parc industriel. Aucun de ces projets-là ne se sont réalisés.

Je parle souvent du parc industriel de Bécancour. Évidemment, c'est chez nous. Bien, le parc industriel de Bécancour, puis je le disais à l'époque qu'on était dans l'opposition, pour moi, c'est une espèce de... c'est une espèce de bulletin, dans le sens qu'il y a un parc industriel, une société mandatée par l'État pour faire du développement économique. C'est la seule. Le seul terrain industriel qui appartient au gouvernement du Québec, il est à Bécancour. Je suis député de Nicolet-Bécancour. Évidemment, j'ai beaucoup d'intérêt par rapport à ça.

• (10 h 50) •

Puis moi, je me disais toujours : C'est quoi, le bilan du gouvernement en fonction de ce qu'il fait de ses propres outils? Là, j'ai nommé quatre projets qui ont été annoncés en grande pompe. Les ministres sont venus, mais aucun de ces projets... Je suis sérieux, là. Aucun des projets que vous êtes venus annoncer dans les dernières années et... ne se sont réalisés. Le seul projet que le gouvernement libéral a réalisé, puis je ne vous dis pas des menteries, là, c'est l'usine Greentone, une usine de cannabis. Ça a été légalisé. Il n'y a pas eu d'annonce. C'est quand même drôle, hein? Il n'y a pas eu d'annonce pour ce projet industriel là parce que... Ce qu'on m'a dit, c'est qu'il y avait des promoteurs

qui avaient tout un équipement pour construire cette usine-là, mais il n'y avait pas un endroit, au Québec, où ils pouvaient rapidement l'installer. On a fait appel à la Société du parc puis on a dit : Aïe! est-ce que vous auriez un terrain où on pourrait installer rapidement notre usine de cannabis? Ça, c'est la réalisation du gouvernement du Parti libéral. Cette usine-là, on l'a mise direct à côté des bureaux de la SPIPB, en plein milieu de l'autoroute 30, où il y a des odeurs vraiment désagréables. Les seules plaintes que... moi, comme député de Nicolet-Bécancour, que j'ai... j'ai entendues à propos du parc industriel, c'est les odeurs de cette usine-là, qui a été mise en place par le gouvernement libéral.

Je viens du milieu du développement économique municipal. J'ai été directeur général du CLD. Donc, j'ai fait aussi du développement économique. Le gouvernement libéral, en arrivant en poste, grande décision... Là, aujourd'hui, on les entend dire qu'on s'intéresse aux régions. Il existait Solidarité rurale. Solidarité rurale, c'était une espèce d'organisme qui consultait le gouvernement en matière de développement, notamment économique, pour les petites municipalités et villages. Le gouvernement du Parti libéral, son premier budget, il a scrapé ça. Même budget. On avait les CLD. Moi, je gérais le CLD. Bien, j'étais député à ce moment-là. On a coupé les budgets de fonctionnement de moitié. Pas encore satisfait. Il existait une structure régionale, les CRE, conseil régional des élus. Le gouvernement du Parti libéral l'a totalement aboli. Donc, on avait trois organismes de développement économique en région. Les trois ont été...

**La Présidente (Mme Mallette) :** Nous allons débiter la troisième série d'interventions. Je cède maintenant la parole au député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Beauchemin :** Merci, Mme la Présidente. Donc, correction des faits, encore une fois. Historiquement, on devrait peut-être se rappeler que la moitié du caucus caquiste, là, qui est fondé, fondamentalement, de péquistes, a été en arrière de la fonderie McInnis. Donc, ça vient du côté péquiste, l'idée de faire la fonderie McInnis, là, juste pour qu'on ait les points à la bonne place.

Tantôt, on parlait que la CAQ dit : On aide les PME avec notre programme, on a aidé 10 000 PME. Bravo! C'est mieux que rien, mais il y en a 262. Ça fait que c'est 4 % des PME que vous avez aidées. C'est quand même ridicule, comme chiffre, là. Donc, on va juste parler des vrais chiffres, là. La réalité, c'est que vous avez abandonné nos régions, abandonné nos PME, puis malheureusement on le voit partout à travers le Québec. Peu importe où est-ce que vous allez, les Québécois sont... sont absolument attristés par le manque de vigueur, le manque de rigueur budgétaire, le manque de vision économique.

Mais parlons du marché de la batterie juste un instant. Saviez-vous, Mme la Présidente, qu'Hydro-Québec et le Centre d'excellence en électrification des transports et stockage d'énergie représentent la propriété intellectuelle du Québec en matière d'électrification? On l'a, nous autres, la technologie. On a 40 ans d'innovation. On a 100 familles de brevets, 60 licences qui ont été octroyées, plus de 250 publications scientifiques. Le... La batterie lithium, fer, phosphate, là, c'est notre patente à nous. Initialement, là, ce n'était pas pour faire des batteries pour des voitures, là. C'était pour faire du stockage. Mais la dérivée de ça, c'était pour faire des batteries de voiture. On l'avait, cette technologie-là.

Le marché de la batterie, là, il est en effervescence, puis c'est vrai. Mais la technologie qu'on avait, là, c'était la technologie la plus efficace, la moins dispendieuse, quatre fois moins dispendieux que ce que... quatre fois moins dispendieuse que ce que Northvolt va produire comme batteries. CATL, la compagnie chinoise, une firme chinoise, là, qui... malheureusement, là, elle est devant la parade. Elle est devant la parade. Elle produit désormais une batterie qui va nous permettre d'avoir une autonomie de loin supérieure à celle que la batterie... l'usine de Northvolt va produire. Pendant ce temps-là, le gouvernement de la CAQ y voit une technologie... va y aller «all in» dans une technologie qui est déjà en retard.

Donc, vous savez, j'ai demandé au ministre de l'Économie, à l'époque, M. Pierre Fitzgibbon, puis la réponse était : On est agnostiques au niveau de la technologie. Bien, voyons donc! Agnostiques au niveau de la technologie. C'est... Le transfert de connaissances pour Northvolt, c'est le rattrapage. C'est la raison pour laquelle les investisseurs ne veulent pas aider l'entreprise actuellement. Puis, si, par hasard, dans deux semaines, Donald Trump était élu puis que l'IRA tombait, avez-vous une idée, qu'est-ce qui va arriver de l'entreprise de Northvolt? Avez-vous une idée des subventions que vous avez promises à cette entreprise-là? Northvolt, là, c'est une technologie qui est dépassée. Vous avez eu le choix. Vous auriez pu y aller avec LG. Vous auriez pu aller avec d'autres entreprises, avec Volkswagen. Vous auriez pu être fiers, nationalistes puis dire que, pour le développement économique, on a la technologie, on a les brevets, on a les connaissances. Vous auriez pu mettre ces milliards-là dans une entreprise...

**Une voix : ...**

**M. Beauchemin :** Oui. D'accord. Il a raison, Mme la Présidente. La CAQ aurait pu faire ça, mais ils ont décidé de ne pas le faire. Ils ont décidé de ne pas le faire. Pourquoi? Parce qu'ils voulaient aider une jeune pousse étrangère qui a été inscrite dans un rapport que le gouvernement a payé à coups de millions de dollars à McKinsey pour se faire donner un plan de match sur comment qu'on peut développer. McKinsey a vendu le même rapport à l'administration Biden... l'administration Macron. Ils ont juste mis un petit peu plus de sirop d'érable puis de bleuets dans le rapport pour se sentir un peu plus nationalistes. Mais, en bout de piste, là, O.K., la chaîne de valeur a été totalement oubliée dans l'équation, parce que, si jamais, un jour, il y a des profits qui se font avec ces trois celluliers-là, dont celui, là, qui, actuellement, est très peu fiable, si jamais il y a des profits qui se font, c'est à l'extérieur du Québec. La valeur s'en va à l'extérieur. Bravo au gouvernement de la CAQ avec ce manque de vision là. La réalité, là, on est rentrés dans la chaîne d'approvisionnement en donnant nos blocs d'énergie, en donnant nos employés à rabais, en donnant nos milliards d'impôts qu'on donne à cette compagnie-là.

La compagnie... la technologie de lithium, phosphate et fer, c'est une technologie qui a 4 500 cycles de recyclage, versus la technologie de Northvolt, qui en a seulement 1 500. Elle a une durée de vie trois fois plus élevée que la batterie proposée par Northvolt. C'est une technologie qui est menacée d'extinction. Le plus gros risque qu'on a en affaires, c'est de se faire substituer. Bien là, malheureusement, on fait face à la réalité avec cette compagnie-là.

Donc, je vous le dis, Mme la Présidente, on avait une chance, ici, inégalée d'être vraiment maîtres chez nous 2.0. On avait... On est pour la filière batterie. On n'est juste pas pour les mauvaises décisions.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Je cède maintenant la parole au ministre.

**M. Caire :** Oui. Merci, Mme la Présidente. J'ai beaucoup de difficultés à donner quelque crédibilité que ce soit au discours de mon collègue de Marguerite-Bourgeoys parce que... Je lui rappelle d'abord la CSeries. Il l'a évitée. Il me dit : Oui, McInnis, dans le temps, les péquistes, il y en a qui sont maintenant chez vous, donc, par héritage, vous avez la responsabilité de ça. Ça, c'est tellement un aveu que cimenterie McInnis, c'était un très, très, très... une très mauvaise décision. Quand tu es rendu, par alliance, à essayer de mettre la responsabilité sur les autres, là, ça, c'est... ça, c'est solide. J'en ai vu des bonnes dans ma vie, mais celle-là, c'est une des meilleures. Mais, au moins, il admet que c'était une très mauvaise décision de la part de son gouvernement.

La CSeries, il n'en a pas parlé, hein? Ça... Bon, parfait. Donc, je pense que ça aussi... Qui ne dit mot consent. Donc, on est d'accord pour dire que c'est des milliards qu'on a perdus dans une décision qui était totalement non justifiée.

Mais je vais lui en parler, de la filière batterie, parce qu'il semble vouloir en parler, puis je vais comparer ça au Plan Nord, hein, parce que, quand... quand on se regarde, des fois, on se désole, mais, quand on se compare, surtout au Parti libéral, je peux vous dire qu'on se console méchamment.

Alors, le Plan Nord, le Plan Nord, exploitation de nos ressources naturelles. Parfait. Filière batterie, extraction minière. On parle de lithium, on parle de graphite. Fin du Plan Nord. Le Plan Nord, il s'arrête là. C'est fini. Filière batterie, raffinage. Alors, on va faire un premier raffinage, lithium, graphite, nickel. Plan Nord... Non. Le Plan Nord, c'est vrai, c'est... c'est terminé. Alors là, on va transformer les matières actives. On va faire des cathodes, on va faire des cellules, etc. Plan... Non. On va arrêter de parler du Plan Nord. Ça fait longtemps qu'il n'y a plus rien au Plan Nord, parce qu'on s'est limité à extraire les ressources naturelles, puis ces ressources-là sont déjà rendues ou en Europe, ou en Chine, ou aux États-Unis pour se faire transformer puis faire ce qui génère vraiment de l'économie, alors que la filière batterie, elle : Oh! création de cellules, modules d'assemblage, intégration dans les véhicules et recyclage.

• (11 heures) •

Puis là mon collègue, il dit : Ah! il n'y a pas de chaîne de valeur là-dedans, là, pas de chaîne de valeur. O.K. Parfait. Il n'y a pas de chaîne de valeur. Mais la filière batterie, c'est 16 milliards d'investissements, dont 11 milliards, 11 milliards d'entreprises privées. La filière batterie, là, c'est une vingtaine d'entreprises à peu près, dont la moitié vont s'installer dans les régions du Québec, hein? Notre collègue dit : On a abandonné les régions. Méchante façon d'abandonner les régions que d'aller implanter des entreprises qui vont donner des très bons salaires dans nos régions. Non. Abandonner les régions, c'est fermer les CLD. Ça, c'est abandonner les régions. Abandonner les régions, c'est ce que mon collègue de Nicolet-Bécancour expliquait. Ça, c'est abandonner les régions. Mais développer la filière batterie dans les régions, ce n'est pas abandonner les régions, c'est développer les régions, c'est penser aux régions. Donc, on parle d'une vingtaine d'entreprises sur la filière batterie. La moitié sont dans les régions, Mme la Présidente.

Donc, quand je dis que mon collègue n'est pas crédible, bien, je veux dire, on se compare, là. Le Plan Nord, la filière batterie. Les investissements, il me parle d'investissements, CSeries, cimenterie McInnis, versus 16 milliards d'investissements dans la seule filière batterie. Puis ça, c'est... c'est la filière batterie, Mme la Présidente, mais je vais vous parler aussi de la stratégie québécoise de recherche, d'innovation et d'investissement, 7,5 milliards, Mme la Présidente, 7,5 milliards. Ce n'est quand même pas si mal. J'espère que les collègues... Et là-dessus on parle...

Bon, je vais donner quelques exemples, alors, 47 subventions qui sont pour des initiatives... défis de société, 10 projets d'infrastructure qui ont été... dont l'Espace quantique, je parlais de ça tantôt, la zone d'innovation, Sherbrooke, Espace quantique — quand on me parle de développer l'économie du passé, j'ai beaucoup de difficultés à associer l'informatique quantique au passé, peut-être que mon collègue pourra nous aider — le rehaussement du centre de données de l'Université McGill — ça aussi, Mme la Présidente, on comprend que la gestion de la donnée, c'est... c'est une économie de l'avenir — 99 projets de recherche avec le RSRI, Mme la Présidente, que nous avons, évidemment, subventionnés, 16 millions, bon, formation de 233 conseillers, conseillères en innovation qui se déploient partout au Québec, dans nos régions, partout au Québec. Pourquoi? Pour aider les entreprises qui sont dans les secteurs d'innovation à démarrer.

Alors, Mme la Présidente, comme je l'ai dit, quand on se compare au Parti libéral, on se console assez facilement, Mme la Présidente, je vous le confirme.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Je cède maintenant la parole au député de Gaspé.

**M. Sainte-Croix :** Merci, Mme la Présidente. Mme la Présidente, notre gouvernement, contrairement à ceux qui nous ont... précédés, pardon, met une énorme priorité dans l'élaboration de solutions innovantes pour augmenter et optimiser la productivité du Québec. En 2022, la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation pour... 2022-2027 a été annoncée pour venir soutenir et encourager la commercialisation de nouvelles technologies, l'intensification de notre culture de l'innovation et la solidification des synergies entre le milieu de la recherche et des entreprises oeuvrant dans les secteurs où le Québec se démarque le plus, notamment l'intelligence artificielle et les technologies quantiques, comme en faisait état M. le ministre.

Si on souhaite réduire notre écart de richesse avec l'Ontario de moitié pour 2027, on doit suivre avec des investissements qui nous permettront de créer de la richesse et qui stimuleront des retombées économiques, sociales et environnementales. Nous sommes convaincus, Mme la Présidente, que l'innovation est la — «la» majuscule, gras, souligné — solution pour augmenter notre productivité.

Pour favoriser le succès de notre stratégie, notre gouvernement a octroyé un budget de plus de 7,5 milliards de dollars, comme en faisait mention M. le ministre précédemment, un montant qui inclut un budget additionnel de 1,3 milliard de crédits budgétaires pour la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement que nous sommes en train de mettre en place, 600 millions d'interventions financières en capital d'investissement et 75 millions au PQI, le Plan québécois des infrastructures.

Nous avons retenu, Mme la Présidente, cinq axes d'intervention et 12 actions clés qui ont été élaborés pour appuyer la recherche, l'innovation et de l'investissement, ainsi que le développement des talents et la culture scientifique et d'innovation. Et, pour soutenir ces axes d'intervention et leurs actions respectives, nous nous sommes basés sur une approche qui établit cinq fondations essentielles pour la réussite de notre stratégie : premièrement, connecter tous les acteurs du cycle de l'innovation, de l'idée à la commercialisation; en deuxième lieu, rendre les services de soutien à l'innovation plus simples, plus accessibles et mieux connus des entreprises et des organisations pour accélérer leurs projets d'innovation; troisièmement, mettre l'État à contribution en adoptant des innovations dans les institutions publiques et en améliorant la cohérence gouvernementale; en quatrième lieu, renforcer la reddition de comptes et évaluer en continu les interventions et les intervenants pour maximiser leur efficacité; enfin, cinquièmement, miser sur le développement durable et l'innovation sociale.

Il y a deux semaines, Mme la Présidente, une rencontre de mi-parcours pour faire un bilan de la SQRI a été organisée. Plus d'une centaine d'experts, de représentants d'établissements d'enseignement supérieur, d'entreprises et d'organismes de promotion de la culture scientifique et quelques centaines de participants en ligne se sont prononcés sur les prochaines étapes et actions pour accroître davantage les résultats, la preuve que la stratégie en question atteint et mobilise un grand nombre des acteurs du milieu et l'écosystème de... de l'innovation, pardon, de la recherche et du développement.

Depuis sa mise en place, Mme la Présidente, le Conseil de l'innovation du Québec a organisé plusieurs forums de discussion, et une trentaine de recommandations ont été déposées pour élaborer un plan stratégique pour renforcer les actions de la stratégie. Il sera déposé dès cet automne, Mme la Présidente. Parmi les nombreuses initiatives proposées, nous retrouvons la nouvelle structure du Fonds de recherche du Québec sur laquelle nous devons miser, une collaboration accrue avec le ministère de l'Enseignement supérieur pour développer des compétences et valoriser les résultats de la recherche publique tout en cultivant une culture de gestion et de protection de la propriété intellectuelle, trois, la simplification de l'accès aux ressources en innovation pour les entreprises, leur permettant de tirer pleinement profit des outils et leviers disponibles, quatre, le soutien à... l'entrepreneuriat, pardon, innovant et la promotion de partenariats stratégiques entre les fonds de capital de risque et l'écosystème entrepreneurial, finalement, l'intégration de l'innovation sociale dans l'écosystème de la recherche et de l'innovation.

Également, nous avons pu constater, Mme la Présidente, lors de cette séance, que la productivité dans les entreprises a connu une hausse. Plusieurs de nos objectifs sont en bonne voie de réalisation, et nos investissements se poursuivent. Madame, je pourrais continuer encore longtemps. Malheureusement, le...

**La Présidente (Mme Mallette) :** C'est tout le temps que nous avons. Merci. Nous allons débiter la quatrième série d'interventions. Je cède maintenant la parole au député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Beauchemin :** Merci beaucoup, Mme la Présidente. Peut-être juste clarifier un point, là, parce que mon collègue essaie de ridiculiser ce que la... plusieurs milliers d'employés, à Mirabel, font de façon quotidienne, c'est-à-dire la production de la série A220, qui est de la CSeries. Il faut quand même comprendre que c'est un succès, cette histoire-là de la A320. Il faut quand même comprendre que, lorsqu'on a quitté le pouvoir, à l'échelle mondiale, le Québec était le troisième joueur, dans l'aérospatiale, au monde. Sous votre gouverne, Mme la Présidente, sous la gouverne caquiste, on est rendus le cinquième, un abandon complet. Pire, on a ouvert le pas... la porte au loup pour rentrer dans notre bergerie en faisant une zone d'innovation aéro avec Boeing, qui a tout fait pour dilapider à tour de bras la CSeries. Ce gouvernement-là ouvre la porte très grande : Boeing, viens t'installer chez nous. Le loup entre dans la bergerie. Félicitations! Quelle vision caquiste.

Vous savez, on est pour la filière batterie, monsieur. On est pour la filière batterie, Mme la Présidente. Mais savez-vous où le premier ministre a appris à compter? Au PQ. Incapable de faire un solde équilibré. Incapable d'avoir une vision économique pertinente à long terme.

• (11 h 10) •

Le Plan Nord, là, c'est un exemple flagrant du manque de vision économique du gouvernement, et je m'explique. Pensez-vous un moment que vous auriez été capables de faire la deuxième étape du Plan Nord, qui était une filière batterie? Pensez-vous juste un moment que ça aurait été possible? La première étape avant d'apprendre à courir, il faut être capable d'apprendre à marcher. Il fallait le développer, le nord, pour être capables de savoir c'était quoi, nos ressources. Il fallait le développer pour savoir qu'est-ce qu'on avait, justement, à développer. C'est ça, l'idée du Plan Nord. Je ne peux pas concevoir que notre collègue ici ne voit pas la pertinence. Au lieu de ridiculiser la première étape sur laquelle ils se sont basés pour faire la filière batterie, qu'ils sont en train de tout cochonner, malheureusement, O.K., ils devraient tout de même, au minimum, accepter que, si ça n'avait pas été de la vision libérale de développer le Plan Nord, jamais, jamais la filière batterie n'aurait pu être capable de voir le jour.

Pire, c'est que la technologie utilisée actuellement, O.K., prend la composante, le... un instant, je vais vous le dire, là, le manganèse, le manganèse, qui est importé de l'étranger. C'est inconcevable, là. On a une faille, entre Chicoutimi jusqu'à Sept-Îles, de phosphate le plus pur au monde. On aurait été capables de faire la technologie de batterie la plus propre au monde. Incapables d'avoir cette vision-là.

Donc, je m'excuse, Mme la Présidente, mais force est de constater qu'en termes de vision puis de ne pas comprendre que c'est important de savoir marcher avant d'apprendre à courir, de ne pas comprendre que le Plan Nord était essentiel, que, justement, on n'en avait pas, de manganèse, nous autres, donc, de ne pas comprendre ça, ça démontre le manque de profondeur intellectuelle au niveau du développement économique de ce gouvernement-là.

Le Québec, malheureusement, là, avec la CAQ, c'est la palme d'or des faillites canadiennes. 60 % de toutes les faillites au Canada sont ici, sous ce gouvernement-là. Elle est directement reliée à la mauvaise gestion, la gestion défailante de la CAQ en termes de développement économique. On a seulement 4 % de nos PME qui sont aidées par ce gouvernement-là. Il y en a 96 % qui sont abandonnées. On le voit, là. C'est clair. Ce manque de vision là nous coûte dans toutes les régions. C'est des villages. C'est des familles. C'est des hommes, des femmes, des parents qui travaillent tous les jours, sept jours sur sept, le soir, pour essayer d'être capables de mettre le pain sur la table, puis ce gouvernement-là les abandonne. Pendant ce temps-là, ils vont subventionner une multinationale étrangère, incapables de voir que ça, ça fait qu'on est dans une chaîne d'approvisionnement au lieu d'être dans une chaîne de valeur, incapables de voir cette différence-là.

On taxe la masse salariale, le plus haut niveau au Canada. Le gouvernement a sauté à pieds joints pour harmoniser avec Ottawa la taxe, l'augmentation de... taux d'inclusion sur le gain en capital pendant qu'on avait l'indépendance fiscale d'agir autrement. Puis de se servir de l'excuse : Ah! c'est plus facile de le faire... Ce n'est pas ça que les Québécois veulent. Les Québécois ne veulent pas que ce soit facile pour le gouvernement de travailler. Les Québécois veulent que le gouvernement travaille. Puis ça, ça aurait été une porte d'opportunité ouverte grande pour que tous les Québécois puissent se distinguer.

On taxe nos PME puis on donne cet argent-là à des multinationales étrangères. C'est ça, la signature caquiste dans le développement économique, Mme la Présidente.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Je cède maintenant la parole au ministre.

**M. Caire :** Je serai bref sur le commentaire que mon... mais je ne peux pas le passer sous silence. La zone d'innovation en aérospatiale, mon collègue vient de dire que c'est une mauvaise idée. Mon collègue vient de dire que la CSeries, c'est un grand succès. Bien, moi, j'aimerais ça qu'on me dise quelle est la valeur de l'investissement libéral dans la CSeries par rapport à ce qu'Airbus a ramassé, parce que... Où je suis d'accord avec lui, c'est que l'appareil, en termes d'ingénierie, de technologie, c'est un succès, aucun doute, aucun doute. Le génie québécois est à l'honneur dans la CSeries. Ça, il n'y a aucun doute. Par contre, l'incompétence libérale est à l'honneur dans l'investissement qui a été fait. Ça aussi, ça ne fait aucun doute. Et Airbus nous remercie, j'en suis convaincu.

Maintenant, la zone d'innovation en aérospatiale, Mme la Présidente, là, c'est des centaines d'emplois bien payés. C'est des emplois directs et indirects. C'est des fournisseurs de tous acabits. Mon collègue, lui, voit Boeing comme le loup dans la bergerie. Nous, on voit un écosystème qui se développe, qui va être extrêmement rentable pour le Québec, qui va créer des emplois à valeur ajoutée, qui va permettre à des familles de vivre confortablement. Alors, encore une fois, des visions qui s'opposent.

Là, mon collègue vient de dire quelque chose qui me laisse pantois, le Plan Nord. Le Plan Nord, là, c'était l'exploitation des mines. Vous ne devriez pas rire de ça, parce que c'est la première étape sur laquelle vous vous basez pour la filière batterie. Le problème, c'est qu'une fois que tu as extrait le minerai tu fais quoi avec? Le Plan Nord, il n'y en avait pas, de plan après. Puis, extraire du minerai au Québec, on n'avait pas besoin du Parti libéral pour penser à ça, là. Maurice Duplessis le faisait, là. Puis lui aussi, il vendait notre fer à 0,02 \$ la tonne aux Américains, puis je ne pense pas que cette idée-là est reconnue comme étant géniale dans l'histoire du Québec, là. Je pense qu'il n'y a personne qui voit dans ce plan-là un coup de maître du gouvernement québécois de l'époque. Je pense que... Au contraire, c'est plutôt cité comme les choses, les exemples à ne pas reproduire. Ça fait que, quand mon collègue s'enorgueillit, dire : Bien, nous autres, on avait pensé à ça, là, extraire le minerai, bravo, sauf que ça aurait été le fun de continuer, ce que la filière batterie fait, Mme la Présidente.

Je vous ai dit que j'allais parler aussi du... de la stratégie québécoise de recherche et d'innovation, Mme la Présidente, parce que je comprends que je ne ferai pas entendre raison à mon collègue sur la filière batterie, pour laquelle il se dit en accord, d'ailleurs. Il est en accord avec la filière batterie, mais tout ce qu'il a à dire sur la filière batterie est négatif. Ça fait que j'aimerais ça qu'il me dise avec quoi exactement il est d'accord dans la filière batterie.

Ceci étant dit, développer l'économie du Québec, c'est aussi développer son innovation, sa capacité d'innovation, mais surtout parce que le Québec a toujours eu une bonne capacité d'innovation. La CSeries est un bel exemple. Là où il faut améliorer les choses, c'est sur notre capacité à prendre ces... Et là, là-dessus, moi, je vais être d'accord avec mon collègue, une économie de propriétaires, quand on est capables d'innover, quand on est capables de breveter des nouveaux produits, des nouvelles solutions, des nouvelles technologies, il faut pouvoir les développer ici et il faut... il faut que des entreprises d'ici puissent croître en développant et en exportant ces produits-là. C'est très exactement ce qu'on fait, Mme la Présidente.

D'abord, on a changé la structure d'Investissement Québec pour être capables d'avoir des fonds pour permettre à ces entreprises-là de se développer. Ensuite, on a développé Accès entreprise Québec. C'est quoi, Accès entreprise Québec? C'est notre version des centres locaux de développement de l'époque. Mme la Présidente, on parle d'au-dessus

de 260 conseillers, si mes chiffres sont bons, dans une centaine de MRC, 22,6 millions. Pour faire quoi? Pour aider les entreprises à se développer, à trouver des... à trouver du financement, à se développer et à faire en sorte que notre économie régionale se développe à travers l'innovation, à travers la recherche.

On a aussi été du côté des zones d'innovation. Mon collègue a parlé de celle en aérospatiale. Puis je sais que le collègue de Nicolet-Bécancour est encore plus au fait que moi de ça. Mais ça fait en sorte de quoi? Ça fait en sorte que Montréal, en termes d'intelligence artificielle, est reconnue à travers le monde, Sherbrooke, sur le quantique, est reconnue à travers le monde. Et je continuerai, Mme la Présidente.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Je cède maintenant la parole au député de Nicolet-Bécancour.

**M. Martel :** Merci, Mme la Présidente. Juste un petit rappel. Tantôt, j'ai mentionné que, sous le règne des libéraux, on a coupé le soutien aux organismes qui faisaient du développement économique en région. J'ai parlé aussi que le gouvernement du Parti libéral s'est servi du parc industriel pour faire des annonces de projets d'envergure qui ne se sont jamais réalisés.

Il y a un projet qui s'est réalisé aussi. Ça fait quelques années, mais il faut... il faut que je le mentionne. Il y avait deux projets de centrales électriques au gaz au Québec. Il y avait le Suroît puis il y avait TransCanada, à Bécancour. La journée... Le Suroît, c'était un projet d'Hydro-Québec. La journée qu'on a dit : On ne ferait pas le projet du Suroît, qui appartenait à Hydro-Québec, on a annoncé le projet de TransCanada Énergie dans le parc industriel, qui n'a à peu près jamais fourni d'électricité puis qui nous a coûté, jusqu'ici, au-dessus de 2 milliards, sans pouvoir utiliser de l'électricité.

Dans le parc industriel, nous, ce qu'on a fait, les annonces qu'on a faites, on est en train de les réaliser. Juste à titre d'exemple, Ultium CAM, matériaux actifs de cathodes, GM, avec des Coréens, Nemaska Lithium, là, c'est des projets... venez voir, là, vous allez voir des grosses structures d'acier, Nemaska Lithium, hydroxyde de lithium, EcoPro, matériaux actifs de cathodes, Matériaux avancés Mirae, ça aussi, on voit la structure, Air liquide, on voit les structures, on voit les travaux aussi. On devrait annoncer bientôt, en tout cas, j'ai confiance, Nouveau Monde Graphite, ça va bien, il y a déjà un projet pilote dans le parc industriel, et je pense qu'on va voir la réalisation très bientôt se concrétiser, Vale, qui est en consultations, et on a espoir qu'il soit annoncé bientôt. Il y a Lithium Universe, sulfate de nickel, qui est actuellement en étude, et Euro Manganese, sulfate de manganèse, aussi, qu'on devrait voir le jour bientôt.

Le député de Marguerite-Bourgeoys ne peut pas dire, d'un côté... décrier tout ce qu'on fait par rapport à la filière batterie, vanter, nous décourager, laisser toute la place aux Chinois pour développer la filière batterie. On doit encourager la filière batterie ou on est contre. Moi, ce que j'entends, c'est qu'on est contre. Puis j'aimerais ça que...

• (11 h 20) •

**Une voix :** ...

**M. Martel :** Moi, j'ai entendu l'inverse aussi. C'est ça que j'essaie de faire comprendre au député. C'est qu'on ne peut pas prêcher quelque chose toujours en le décriant. En plus des projets qui sont en cours, puis j'aimerais ça avoir l'attention du député, sincèrement, en plus des projets qui sont en cours, Air liquide, qui est une entreprise du parc industriel, à cause de la filière batterie, est en train d'investir 200 millions.

J'ai trois autres entreprises du parc industriel, que je ne peux pas nommer, O.K., que je rencontre, des entreprises qui sont à maturité, qui sont de plus en plus vers le déclin. Il y a une de ces entreprises-là qui a eu l'autorisation d'aller en plans et devis pour refaire son entreprise à cause de la filière batterie. C'est une entreprise qui va bénéficier, mais c'est des retombées. On parle de 300 millions. J'ai une autre entreprise que j'ai rencontrée, même chose, on veut rajouter un quatrième équipement dans l'usine pour profiter de la filière batterie. Puis j'en ai un autre qui a un projet, que je vais rencontrer bientôt. Donc, quatre entreprises du parc industriel, actuellement, qui vont investir 1 milliard à cause du développement de la filière batterie.

C'est vrai que le discours de Donald Trump peut être épeurant, mais, si le député de Marguerite-Bourgeoys veut être chef du Parti libéral et ultimement premier ministre...

**La Présidente (Mme Mallette) :** ...à la présidence.

**M. Martel :** ...oui, et ultimement premier ministre, il ne faudrait pas s'arranger que les gens de la région de la Mauricie—Centre-du-Québec aient plus peur de ça que de l'élection du gouvernement Trump. Merci, madame...

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci, M. le député. Nous allons débiter la cinquième série d'interventions. Je cède maintenant la parole au député de Marguerite-Bourgeoys.

**M. Beauchemin :** Juste pour être clair...

**La Présidente (Mme Mallette) :** Puis on fait un rappel de toujours s'adresser à la présidence. Merci.

**M. Beauchemin :** Merci, Mme la Présidente. En effet, des commentaires qui ne sont pas pertinents ne devraient pas être utilisés inutilement dans cette salle. Juste pour mettre les choses...

**La Présidente (Mme Mallette) :** ...M. le député?

**M. Beauchemin :** Oui, parce que, justement, notre cher collègue ici a fait référence à la course à la chefferie du Parti libéral. Aucunement pertinent dans cette discussion.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Bien, je pense que les échanges allaient quand même assez bien. Donc, on reste respectueux. On va poursuivre les échanges...

**Une voix : ...**

**La Présidente (Mme Mallette) :** On reste respectueux. On va continuer. On va poursuivre les échanges. M. le député, poursuivez, s'il vous plaît.

**M. Beauchemin :** Donc, quand on demande combien ça vaut, la CSeries, combien ça vaut, cet investissement-là, puis en même temps, dans la même conversation, on nous fait référence à plusieurs reprises de la grosse valeur ajoutée qu'Investissement Québec se trouve à être maintenant dans l'économie québécoise, qui, en passant, on va s'entendre que le rendement d'Investissement Québec fait piètre mesure si on le compare à d'autres équivalents à travers la planète, là, donc, juste pour s'assurer qu'on mette les choses au clair, ce gouvernement-là n'a pas définitivement gagné, là, la palme d'or au niveau des rendements, Mme la Présidente, il serait capable quand même, le collègue, d'aller trouver la valeur de la CSeries, justement, avec ce qu'Investissement Québec rapporte annuellement pour le placement de la CSeries. Il va se rendre compte, là, que la CSeries, O.K., vaut beaucoup plus que l'investissement que la compagnie... dans la compagnie Northvolt. Malgré le fait qu'ils ont dépensé 710 millions de dollars, là, qui, là, maintenant, vaut à peu près zéro, bien, force est de constater que le milliard qui a été investi dans la CSeries en vaut beaucoup plus. Donc, on va s'entendre sur une affaire, là, il faudrait au minimum faire la recherche puis aller chercher les réponses à vos questions. Je suis certain que le ministre est capable d'avoir l'information.

On va parler de la productivité. Je trouve ça intéressant qu'un des collègues de... du gouvernement veut en parler. C'est intéressant, surtout dans le contexte où est-ce qu'avec la CAQ, depuis six ans, comme je disais tantôt, il y a eu zéro gain de productivité qui a été enregistré au Québec, la pire performance canadienne. Le gouvernement, il a échoué à améliorer la compétitivité de nos entreprises en ne créant pas une atmosphère d'investissement propice pour que les gens aient le courage de mettre de l'argent à risque dans leur modèle d'affaires. Malgré des investissements, là, qu'ils veulent faire, ils regardent au Québec puis ils se disent : Peut-être qu'on devrait le faire à l'extérieur du Québec. Ça, c'est la résultante du climat toxique d'affaires que le gouvernement caquiste a créé. Ça fait en sorte que notre productivité, elle est, effectivement, nulle, parce que les investisseurs n'ont pas confiance dans la gestion de l'État, dans la gestion du développement économique, dans la vision des années 80 de ce gouvernement-là. Puis cette productivité nulle, là, bien, ça a une capacité... ça fait une capacité réduite à nos entreprises de vouloir innover. Ça fait que l'absence de progrès en productivité, c'est un signe évident, transparent d'une mauvaise gestion d'un plan de développement économique.

De comprendre que c'est important de faire, évidemment, de la recherche et développement, c'est une chose. De se rendre compte qu'on est probablement la juridiction, en Amérique du Nord, qui en fait le moins, c'est une autre chose. Toutes ces choses-là, le gouvernement devrait s'en rendre compte. Par la suite, le traduire en innovation, ça, c'est l'étape la... une des étapes les plus importantes, ce sur quoi ce gouvernement a été en échec. De là viennent les besoins d'investir plus en recherche et développement. De là viennent les besoins de se donner des points de référence, des objectifs de productivité, parce que, pour relancer la productivité, on doit se concentrer sur l'innovation, on doit se concentrer sur nos forces, on doit se concentrer sur la bonne gestion des finances publiques et se donner ces objectifs-là pour éliminer les risques que les prochaines générations en arrachent encore plus. C'est des affaires simples, comme par exemple éliminer la papperasse que ce gouvernement-là additionne année après année.

La productivité, là, ça passe par un environnement fiscal qui n'est pas changeant, avoir de la prévisibilité. Lorsqu'on change les règles du jeu, lorsqu'on dit que le taux d'inclusion va augmenter parce que soudainement, là, on a le goût de le faire, là, quand on est en train de changer les règles du jeu pendant que la game est en train de se jouer, bien, les gens, là, se rendent compte d'une chose, c'est que ce gouvernement-là est instable. Ça n'invite pas l'investissement dans le modèle d'affaires. Ça n'invite pas, justement, l'amélioration de la productivité. Quand tes coûts de fonctionnement ne sont pas prévisibles, ça a des conséquences. Quand on n'a pas la prévisibilité au niveau de nos blocs d'énergie, parce que ce gouvernement-là a été comme un marin en cavale aussi avec nos blocs d'énergie, ça fait en sorte que les investisseurs ne veulent pas investir au Québec. On n'a pas de prévisibilité. Quand on n'a pas la capacité en termes de main-d'oeuvre... Depuis l'arrivée de la CAQ, malheureusement, là, toutes ces variables-là ont été remises en question par les investisseurs, par nos entrepreneurs, pour se dire : Peut-être qu'on devrait attendre qu'il y ait un gouvernement qui a une vision d'avenir stable pour l'avenir des choses du Québec avant de dépenser une cent de plus. Malheureusement, on se rend compte que ce gouvernement-là n'est pas, encore une fois, au rendez-vous.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Je cède maintenant la parole au ministre.

**M. Caire :** Oui. Merci, Mme la Présidente. Écoutez, je n'ai pas pu m'empêcher de partir à rire quand j'ai écouté mon collègue de Marguerite-Bourgeoys qui disait : Le gouvernement qui investit comme dans les années 80. Bien, écoutez... Tu sais, je comprends, là, que, dans l'opposition, il faut... il faut faire des effets toge. J'ai été là pendant 11 ans, là. Je comprends un peu le principe, là, puis... Mais je pense que la vérité a ses droits, Mme la Présidente, là. Voici un gouvernement qui a déposé, en 2022, une stratégie en recherche, en innovation, 7,5 milliards. J'écoutais mon collègue

nous faire la leçon sur... Ah! il faut investir en innovation. Bien, il manque une belle game, là. Ça fait longtemps qu'on fait ça. Ça fait longtemps qu'on fait ça.

• (11 h 30) •

Je me souviens très bien d'un investissement de 300 millions de mon ancien collègue Pierre Fitzgibbon pour l'intelligence artificielle à Montréal. Est-ce que l'intelligence artificielle, Mme la Présidente, ça vous semble une technologie des années 80? Parce que moi, dans les années 80, bien, j'étais là, là, puis je ne me souviens pas qu'on parlait beaucoup d'intelligence artificielle.

On a créé une zone d'innovation, à Sherbrooke, autour de l'informatique quantique. On a installé PINQ, qui a pour objectif... un organisme qui a pour objectif de faire le développement, la promotion, la coordination de cette... de cette technologie-là. IBM est venue installer, à... Bromont, merci, son ordinateur quantique. Vous en cherchez d'autres au Canada. Vous n'en trouverez pas. C'est au Québec, c'est au Québec qu'on fait ça. Trois projets de boucles quantiques, Montréal, Sherbrooke et Québec. Les années 80? Voyons donc! Il y avait ça, des boucles quantiques, dans les années 80?

Ça fait que, Mme la Présidente, on finance deux chaires de recherche avec l'Université Laval sur la gouvernance en cybersécurité puis sur la sécurité de l'Internet des objets. L'Internet des objets, vraiment, une technologie des années 80? Voyons donc, Mme la Présidente! Tu sais, on peut bien garrocher n'importe quoi, mais, à un moment donné, là, je veux dire, ce n'est pas sérieux. Ce n'est pas sérieux. Ce n'est pas sérieux.

Ce qu'on fait aussi, c'est investir massivement dans notre capacité à produire de l'énergie. Parce que, je le rappelle, le gouvernement libéral, quand il était aux affaires, il y avait des surplus d'énergie. Il ne savait pas quoi faire avec ça. Il ne savait pas. Le parti de l'économie, là, on repassera, là. Il ne savait pas quoi faire avec ça. Alors, nous, on s'en est servi pour faire du développement économique dans des technologies d'avenir, dans des technologies modernes, avec, évidemment, une vision écoresponsable de ce développement-là, ce qui fait qu'aujourd'hui le Québec est tellement attractif qu'on est passés de surplus à il faut en produire plus.

Et là j'espère que mon collègue sera d'accord avec moi pour dire qu'on a eu un précurseur en Robert Bourassa, qui a cru à la Baie James, qui a cru à la capacité du Québec à développer son potentiel hydroélectrique et qui fait en sorte aujourd'hui qu'Hydro-Québec est probablement une des plus grandes sociétés au monde pour produire de l'énergie, de l'énergie propre. Et on veut investir dans Hydro-Québec. On veut investir dans son talent, dans son savoir, dans son savoir-faire, dans son potentiel. On veut se lancer dans une... j'appellerai ça modestement une Baie James 2 qui va faire en sorte qu'on va augmenter notre capacité à produire de l'énergie, de l'énergie propre. Pourquoi? Parce qu'à la base c'est comme ça qu'on va attirer des investissements. C'est comme ça qu'on va développer nos entreprises. Parce que, le collègue nous le dit, on a beaucoup d'entreprises, au Québec, qui veulent se développer et qui ont besoin d'énergie. On va y voir. On va... on va travailler ça.

Bien, le Parti libéral n'a jamais eu cette vision-là. Je ne me souviens pas, moi, dans le Plan Nord, là, qu'il y avait un volet où on développait notre potentiel de production d'énergie propre. Je ne me souviens pas de ça. Je ne me souviens pas d'avoir entendu le gouvernement Charest ou Couillard nous dire... Bien non. Pourquoi? Parce qu'il y avait des surplus. Ils ne savaient pas quoi faire avec. Alors, nous, aujourd'hui, là... Puis, ce député-là qui nous fait des reproches, là, bien, c'est l'héritage de son parti, ça.

Et nous, aujourd'hui, on veut investir. Mme la Présidente, c'est plus de 150 milliards d'investissements dans les prochaines années à travers Hydro-Québec, à travers des projets, des projets d'éolien, à travers des projets qui vont nous aider à augmenter notre potentiel, notre capacité. Le Québec... Quand on dit que le Québec va être la batterie de l'Amérique du Nord, c'est dans tous les aspects. Mais, en plus, Mme la Présidente, en plus, on va le faire de façon écoresponsable, parce qu'on veut s'émanciper des énergies fossiles. Et ça, pour y arriver, ça prend des énergies propres, et le Québec va en produire, des énergies propres, comme jamais.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Je cède maintenant la parole au député de Gaspé.

**M. Sainte-Croix :** Merci, Mme la Présidente. Si vous me le permettez, Mme la Présidente, je vais... je vais faire du pouce sur ce qu'a introduit M. le ministre au niveau de notre chantier énergétique, une opportunité exceptionnelle pour les régions du Québec.

Vous savez, madame, c'est difficile pour moi d'intervenir ici aujourd'hui sans revenir sur l'importante annonce qui a été faite le 16 octobre dernier dans le Bas-Saint-Laurent, la région voisine de la non moins célèbre Gaspésie. Hydro-Québec et l'Alliance de l'énergie de l'Est ont annoncé, Mme la Présidente, un nouveau partenariat dans le but de développer un projet éolien estimé à 1 000 mégawatts, rien de moins. Il s'agit d'un deuxième partenariat d'envergure annoncé par Hydro depuis le dépôt de sa stratégie éolienne au printemps dernier. En juillet dernier, on se souviendra qu'une autre annonce de partenariat concernant une zone à haut potentiel éolien, à l'ouest du lac Saint-Jean, cette fois, a été également annoncée. On parle d'une capacité potentielle éolienne, dans le cas, de 3 000 mégawatts, madame, pour cette zone.

Ces partenariats sont très importants pour favoriser l'acceptabilité sociale dans l'ensemble des communautés du Québec. Nous allons avoir besoin de tout le monde pour réaliser l'immense chantier énergétique qui se présente devant nous, Mme la Présidente. Si nous voulons atteindre nos objectifs de carboneutralité d'ici 2050, nous allons avoir besoin de beaucoup d'énergie. Ça passe, bien évidemment, par la nouvelle production, sans oublier les gains que nous pouvons aller chercher avec l'efficacité énergétique.

En ce qui touche très précisément le projet du Bas-Saint-Laurent, ce dernier sera réalisé dans ce que les deux partenaires appellent la zone Wocawson, qui signifie «vent» en wolastoqey. La première nation Wolastoqiyik Wahsipekuk, qui fait partie de l'Alliance de l'énergie de l'Est, figure parmi les partenaires du projet. La zone identifiée

s'étend sur une superficie de plus de 700 kilomètres carrés, Mme la Présidente. Il vise les terres publiques de la MRC de Kamouraska, les territoires du Petit-Lac-Sainte-Anne et Picard, dans la municipalité de Mont-Carmel, ainsi que la MRC du Témiscouata, dans le secteur de la municipalité de Saint-Athanase. Salutations à ma collègue députée de Rivière-du-Loup, qui, j'imagine, doit nous regarder aujourd'hui et qui est très enchantée par le projet.

Je citerai, Mme la Présidente, M. Mathieu Johnson, vice-président principal, développement éolien, chez Hydro-Québec, qui affirme, et je cite : «Historiquement, Hydro-Québec développait des projets et après consultait. Aujourd'hui, on approche d'abord les communautés, et ensuite on développe en partenariat.» Le travail en partenariat facilite le processus, Mme la Présidente, et bénéficie à tous les intervenants, à chaque niveau. M. Jacques Tremblay, grand chef de la première nation concernée par le projet, mentionnait, je cite Mme la Présidente : «Les obligations de consultation envers notre première nation sont toujours là, et c'est respecté, donc on est satisfaits. Ce projet nous amène vers la réconciliation économique. Donc, pour nous, c'est une très bonne nouvelle.» Lorsqu'on parle de grands projets, on mentionne souvent l'acceptabilité sociale, Mme la Présidente. Dans celui-ci, des rencontres seront faites avec les citoyens, les MRC et l'ensemble des parties prenantes concernées.

La lutte aux changements climatiques concerne 100 % des citoyens du Québec, et cette annonce va en ce sens. Ce grand projet pourrait représenter 10 % de l'ajout prévu par la société d'État de 10 000 mégawatts d'énergie éolienne à son réseau d'ici 2035. En parcourant le site du ministère de l'Économie et de l'Énergie, ce sont des dizaines de projets éoliens qui sont présentement en fonction, en développement ou en voie de l'être d'ici les prochaines années. Nous avons de quoi être fiers, Mme la Présidente.

Le premier ministre le mentionnait lui-même lors de notre caucus de la rentrée, en septembre dernier, à Rimouski : Aujourd'hui, l'opportunité que nous avons, c'est d'être à notre tour visionnaires et de développer, entre autres, l'éolien, qui est une énergie propre. C'est une opportunité extraordinaire, entre autres pour le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie. C'est une fierté de faire partie d'un gouvernement, Mme la Présidente, engagé à développer de grands projets afin d'atteindre nos objectifs ambitieux de décarboner le Québec. Merci, Mme la Présidente.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Nous allons débiter la sixième série d'interventions. Je cède maintenant la parole au député de Marguerite-Bourgeoys. Il vous reste environ 30 secondes.

**M. Beauchemin :** 100 secondes?

**La Présidente (Mme Mallette) :** 50 secondes, pardon.

• (11 h 40) •

**M. Beauchemin :** 50 secondes. Je veux faire référence au plan d'approvisionnement d'Hydro-Québec de 2017, qui était le dernier plan d'approvisionnement que le gouvernement libéral avait lorsqu'on a quitté, juste avant. Il fait référence au besoin de puissance additionnelle requise. Donc, il y avait une vision de l'avenir. Nonobstant les surplus que le collègue mentionne, qui, donc, faisaient partie de l'équation, on devait gérer des surplus pour être capables de faire face aux demandes à venir. Le plan d'approvisionnement d'Hydro-Québec était là pour, justement, dire : On va en avoir de besoin, de ces surplus-là. Bien, vous saviez qu'en 2017-2018 on avait besoin de 300 mégawatts additionnels. Ça adonne-tu bien? On avait envoyé le plan d'Apuiat dans les cartons, et ça fonctionnait. Première chose que le gouvernement caquiste a faite, a mis ça au rancart. Incapable de lire le rapport...

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Le temps est malheureusement déjà écoulé.

### Conclusions

Donc, nous sommes maintenant aux dernières interventions. M. le ministre, vous avez la parole pour 10 minutes.

### M. Éric Caire

**M. Caire :** Oui. Merci, Mme la Présidente. D'abord, je vais remercier mon collègue de Marguerite-Bourgeoys, parce que ces exercices-là sont toujours des opportunités pour, je dirais, confronter nos visions, au-delà des critiques qu'on peut se faire l'un l'autre ou des idées qu'on amène. Mais aujourd'hui, Mme la Présidente, puis j'ai... j'ai quelques interpellations à mon actif, aujourd'hui, je pense que c'est une des fois où les visions... la différence entre les visions n'a jamais été aussi claire. À travers les commentaires du député de Marguerite-Bourgeoys que j'ai entendus sur ce qu'on devrait faire, ce qu'on ne devrait pas faire, j'entends un député qui félicite le gouvernement, probablement à son corps défendant, quand il nous parle de ce qu'on devrait faire en investissement. Puis c'est ce qu'on fait.

Le député de Marguerite-Bourgeoys dit : Il faut investir dans la recherche, dans l'innovation. Notre gouvernement, en mai 2022, a déposé une stratégie en recherche, en innovation et en investissement de 7,5 milliards. C'est probablement la stratégie la plus ambitieuse qui n'a jamais été déposée par un gouvernement du Québec. Pourquoi? Parce qu'on y croit. Concrètement, qu'est-ce que ça veut dire? Bien, ça veut dire, pour des entreprises comme LexRock AI, qui est une entreprise de Montréal, la capacité de faire de la recherche, d'intégrer l'intelligence artificielle dans la reconnaissance du langage avec les nombreuses applications que ça peut avoir. Ça veut dire, pour une entreprise de Québec comme Qohash, qui travaille en cybersécurité, pour donner des exemples concrets, de développer un produit qui est innovant, qui est unique et qui est extrêmement performant. Puis je pourrais faire une liste comme ça d'entreprises québécoises qui sont en innovation et qui ont été soutenues. Il y en a des dizaines comme ça.

Ça veut dire un premier ministre qui a proposé le projet Saint-Laurent, 2014, si ma mémoire ne me joue pas de tour, qui voyait les zones d'innovation. Qu'est-ce que c'est, une zone d'innovation, Mme la Présidente? Bien, c'est la réunion d'universités, de chercheurs et du milieu économique dans une volonté commune de, oui, faire de la recherche, oui, de trouver des produits innovants, mais d'être capables aussi de les exploiter, de les commercialiser puis de créer de la valeur. Alors, au Québec, il y a la zone d'innovation en aérospatiale, il y a la zone d'innovation sur le quantique. Montréal est une plaque tournante en intelligence artificielle. Mme la Présidente, il n'y a rien, là-dedans, qui relève de l'économie du passé. À moins que mon collègue se soit, dans les années 80, acheté une DeLorean qui lui a permis de voyager dans le temps, je pense qu'il va admettre que, dans les années 80, on ne parlait pas d'intelligence artificielle, d'informatique quantique, d'Internet des objets. Notre gouvernement a fait des investissements majeurs dans ces secteurs-là.

Mme la Présidente, le Québec, c'est l'électricité. L'économie du Québec, c'est l'électricité. Mon collègue me parle du plan de 2017, qui, soit dit en passant, n'a jamais été ni financé ni mis de l'avant. Il y a beaucoup de plans que le Parti libéral avait qui n'ont jamais été financés ni mis de l'avant. C'était... Ils étaient très bons pour avoir des... des plans, mais, pour les concrétiser, ça, c'était autre chose.

Nous, on est arrivés avec un plan. Nous, on va le financer. Nous, on va le mettre de l'avant et nous, on va livrer des résultats. Pourquoi? Parce que, nonobstant ce que mon collègue disait, la vérité, c'est qu'on était dans des surplus budgétaires... des surplus... bien, budgétaires aussi, oui, mais ça, j'ai expliqué l'origine des surplus budgétaires puis, si j'étais lui, je ne m'en vanterais pas, parce que taxer les Québécois puis couper les services pour produire des... Ça, ça relève de l'entreprise privée, mais un service public ne devrait pas penser comme ça. Enfin, ça, c'est une autre discussion. Puis c'est une autre différence qu'on a, lui et moi. Moi, je ne suis pas d'accord pour qu'on taxe les Québécois puis je ne suis pas d'accord pour qu'on coupe les services. C'est ce qu'ils ont fait. Nous, on n'est pas d'accord avec ça. Alors, c'est une autre différence entre le Parti libéral et nous. Nous, on pense qu'on doit, au contraire, baisser les impôts des Québécois puis donner plus de services, puis c'est ce qu'on fait aussi.

Mais je veux revenir à... au développement économique parce que c'est... c'est là-dessus que mon collègue nous a interpellés. Donc, Mme la Présidente, on est passés d'un gouvernement qui a accumulé les surplus énergétiques, qui n'a jamais été... qui n'a jamais eu de vision de développement économique. J'en ai parlé, le Plan Nord... Mon collègue : Ah! mais là c'était la première étape. Bien oui, mais c'est parce que ce n'était pas la première étape, c'était la seule étape. Il n'y en avait pas d'autre. On extrait les minéraux, puis après ça il n'y a plus de plan. Alors, même chose pour l'énergie. On produit de l'énergie, oui, O.K., mais on fait quoi avec? Bien, on ne sait pas, mais on va produire de l'énergie. Oui, mais pour faire quoi? Il n'y a pas de plan. Alors, nous, il y en a un, un plan. Il y en a un. On attire des entreprises. Et il fonctionne tellement bien, Mme la Présidente, qu'on est passés des surplus en énergie à il faut en produire plus.

La filière batterie, je vais aller dans le même sens que mon collègue de Nicolet-Bécancour. J'ai entendu comme vous le député de Marguerite-Bourgeoys dire : Je suis d'accord avec la filière batterie, mais c'est tout de la scrap, la filière batterie. Oui, mais c'est parce que, là, ça ne marche pas, là. C'est un peu schizophrénique, comme... comme argumentaire, là. Si on est d'accord, on trouve que c'est bon, puis, si on trouve que c'est bon, bien, on dit : Ça, c'est bon, ça, c'est bon, ça, c'est bon, puis voilà. Mais j'entends : Oui, la filière batterie, c'est... c'est super, mais c'est tout de la scrap, il n'y a rien de bon là-dedans. O.K. Il va falloir que... Puis il va avoir 10 minutes. J'imagine qu'il va nous expliquer sa vision de la filière batterie.

Mais, pour nous, la filière batterie, c'est extrêmement important et c'est cohérent avec ce qu'on veut faire avec Hydro-Québec. On est cohérents. On veut développer les énergies propres, on veut les produire, mais on ne veut pas que ça s'arrête là, parce que... Et ce n'est pas à mon collègue que je vais expliquer ça, mais ce qui est vraiment rentable, c'est la transformation, c'est la production de biens, de services. C'est ça qui... c'est ça qui est rentable. Et, quand on parle d'une chaîne de valeur, c'est de ça dont on parle. Alors, Mme la Présidente, c'est la vision de ce gouvernement de développer, avec la filière batterie, cette chaîne de valeur.

Mme la Présidente, je ne peux pas m'empêcher de penser que le Parti libéral... Puis, tout à l'heure... Je vais faire une petite parenthèse, là. Tout à l'heure, mon collègue a fait référence à la course au leadership, puis le député de Marguerite-Bourgeoys a dit : Ce n'est pas pertinent dans... dans l'interpellation. Bien, je vais vous répondre, là, M. le député, parce que, dans votre point de presse, vous en avez parlé. Ça fait que, personnellement, je pense que de savoir ce qu'un futur chef, peut-être, de parti politique pense puis ce qu'il... Puis il a lui-même dit, Mme la Présidente : J'ai voté x avec mon caucus, mais je pense y. Ah! ça, ça m'apparaît tout à fait pertinent, puis j'aimerais ça qu'il...

**Une voix :** ...

**M. Caire :** Non, mais c'est quoi, la question de règlement?

**Des voix :** ...

**M. Caire :** C'est une opinion. J'ai le droit d'exprimer une opinion. On est au... on est au Parlement. J'ai le droit d'exprimer une opinion.

**Une voix :** ...

**M. Caire :** Puis je peux vous parler de la règle de pertinence puis je peux vous parler de la jurisprudence sur la règle de pertinence, des présidences, qui a été interprétée de façon très large.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Bon, on va juste rester respectueux. On s'adresse à la présidence puis on va revenir dans le sujet puis... pour faire la conclusion.

**M. Caire :** Moi, je suis très respectueux. Je n'ai pas... Écoutez, s'il se sent insulté parce que je dis qu'il est candidat au leadership, là, ça... Bien, je le comprends, moi aussi, mais... je le serais, mais...

**La Présidente (Mme Mallette) :** On va juste rester... On va demeurer dans le sujet. Merci.

**M. Caire :** Mais ce n'est pas ça, mon point. Alors, bref, Mme la Présidente, ce que... ce que je veux dire, c'est que c'est extrêmement important de confronter nos visions. On a une vision ici, de ce côté, du gouvernement, où on veut développer des énergies propres avec Hydro-Québec, un plan, mais un plan qui va se concrétiser par des moyens, qui va se concrétiser par des résultats. On veut développer la filière batterie. On veut... on veut que le Québec devienne la batterie de l'Amérique du Nord. Encore là, c'est très concret, donc, les minéraux critiques et stratégiques, la transformation, la production de biens, le recyclage.

Puis j'insiste là-dessus aussi, Mme la Présidente, parce qu'avoir une vision de bout en bout, c'est aussi, aujourd'hui, au XXI<sup>e</sup> siècle... parce qu'on parle d'économie du passé, mais c'est aussi avoir une vision de comment on recycle tout ça. Et ça, c'est prévu, dans la filière batterie, qu'on va faire le recyclage et la valorisation des composantes qui sont arrivées en fin de vie, et c'est extrêmement important. C'est une vision de ce gouvernement, une vision de l'innovation, de la recherche, mais, encore là, ce n'est pas juste un plan. C'est... c'est des milliards. C'est des milliards qui sont déjà investis. C'est des milliards qui ont déjà donné des pousses, des jeunes pousses, des start-up, qui ont déjà donné des produits, des produits qui sont utilisables, qui sont commercialisables, qui sont exportables.

• (11 h 50) •

Alors, Mme la Présidente, quand mon collègue dit que la vision de ce gouvernement, c'est une vision du passé, bien, je m'excuse, mais ce n'est pas sérieux. Ce n'est absolument pas sérieux, parce que, s'il y a une chose sur laquelle notre gouvernement s'est distingué, c'est justement de miser sur les forces du Québec, sa force de recherche, sa force d'innovation, sa capacité aussi à produire, à commercialiser et à être propriétaire de ses... de ses propres innovations.

Puis je vais compléter en disant : Oui, c'est vrai qu'on ouvre la porte aussi aux investissements étrangers, mais j'aimerais ça que mon collègue me dise, lui : Est-ce qu'il fermerait la porte à ces investissements-là? Est-ce qu'il dirait non aux entreprises étrangères qui veulent venir investir ici, qui veulent venir s'installer à Montréal, leurs sièges sociaux? Est-ce qu'il dirait non à ça, lui?

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Donc, je rappelle juste de s'adresser à la présidence. Je cède maintenant la parole au député de Marguerite-Bourgeoys, qui a également une période de 10 minutes.

### M. Frédéric Beauchemin

**M. Beauchemin :** Merci, Mme la Présidente. Je trouve ça tout de même assez drôle que le collègue parle de notre force d'innovation, puis le premier réflexe que ce gouvernement-là a, c'est d'aller chercher du monde en Suède puis en Corée. Elle est où, notre force d'innovation, dans des actes non nationalistes comme ça? C'est vraiment un drôle de gouvernement, franchement, là.

Écoutez, juste pour revenir sur Hydro-Québec... Parce qu'Hydro-Québec, c'est un exemple classique du manque de vision de ce gouvernement-là, incapable de comprendre que, dans un plan d'approvisionnement, disponible en ligne maintenant, aujourd'hui, par Hydro-Québec, en 2017, il était clair, net et précis qu'il fallait vivre avec des légers surplus constants pour être capables de faire face à la demande qui allait croître avec le temps. Ce gouvernement-là n'a pas été capable de lire ses propres rapports, incapable de voir qu'en... l'année suivante, on allait manquer 300 mégawatts. Il fallait mettre en place un plan de développement éolien, ce qu'on avait mis sur table, qui s'appelait Apuiat. Puis, ce gouvernement-là, le premier réflexe qu'il a eu, c'est de scraper le plan, incapable de lire ses propres rapports.

On s'est rendus où, Mme la Présidente? On s'est rendus, maintenant, en déficit énergétique. Pourquoi? Parce que ce gouvernement-là est incapable de lire ses propres rapports, incapable de lire les cadrans économiques pour comprendre qu'on allait faire face à l'inflation, incapable de gérer les finances publiques au point tel qu'on part avec un surplus de 7 milliards de dollars... Parce que, justement, là, quatre années au préalable, hein, le PQ, le parti où le premier ministre a appris à compter, là, nous avait laissés sur le bord du gouffre. On arrive, on met la machine en place pour vous laisser 7 milliards de dollars pour avoir une bonne gestion des finances publiques, qu'est-ce qui arrive? La même mentalité péquiste refait surface à travers la CAQ, dépense comme des marins en cavale, incapable de gérer l'économie comme il faut, incapable de gérer les finances publiques, incapable de lire un rapport d'Hydro-Québec qui leur dit : Il faut continuer à investir dans des projets énergétiques pour faire en sorte que notre capacité soit au rendez-vous pour les années à venir. Parce qu'Hydro-Québec était capable, en 2017, de prévoir que, 10 ans plus tard, on allait être en déficit énergétique si on n'agissait pas, ce que la CAQ a fait pendant cinq ans. La CAQ n'a rien fait en développement énergétique pendant cinq ans, et on se retrouve aujourd'hui dans cette situation-là où est-ce qu'on est obligés de dire non à des investissements de nos propres entreprises, qui veulent, elles, se décarboner, pendant que le gouvernement y a été «all in» avec des 100 % de ce qu'on avait de nos blocs énergétiques pour donner à des compagnies qui voulaient faire du développement économique. Aucun de ces blocs d'énergie n'a été donné pour faire de la décarbonation. C'est ça, la vision caquiste.

Le gouvernement libéral moderne a été capable de construire le Québec moderne. Il y a... Tout le monde s'entend là-dessus, là. C'est une vision libérale des années 60 qui sont les assises du Québec d'aujourd'hui, O.K.? Dans les

années 60, qu'est-ce qui est arrivé? On a mis Hydro-Québec en place. Vous en parlez... la CAQ en parle comme si c'était leur propre réalisation, mais le dernier grand plan, O.K., c'est La Romaine. Qui? Jean Charest.

La CAQ n'a aucune capacité de développement. Nous, on a développé l'aérospatiale, développé la filière de l'aluminium, sciences de la vie, intelligence artificielle avec des gens d'ici. C'est-tu drôle, ça? On a été capables d'avoir nos propres réalisations avec notre propre capital intellectuel, des gens, là, qui sont au Québec, qui investissent au Québec avec l'argent des Québécois. Puis ce que la CAQ a eu comme réflexe, là, c'est d'exécuter le plan de match de McKinsey, que la CAQ a payé pour des millions de dollars : Voici ce que vous devriez faire, la filière batterie, c'est une bonne idée, avec le manque de vision de dire : On va-tu se créer notre propre cellulier à la place?

Je le répète, oui, on est pour la filière batterie. On est contre la façon que la CAQ l'a faite, la façon que la CAQ l'a faite, d'inviter des entreprises étrangères à venir être notre cellulier puis que, si, un jour, il y a des milliards de dollars de réalisés dans ces projets-là, ces milliards-là vont quitter le Québec. Ça, c'est manquer la chaîne de valeur. Ça, c'est sortir... se sortir, s'autopeluredebananiser nous-mêmes, là, de la chaîne de valeur. C'est ça, ce gouvernement-là.

Moi, il ne me convainc pas, là. Honnêtement, là, ils sont incapables de me convaincre. Puis vous savez quoi? On regarde ce qui se passe à l'extérieur du Parlement. Les gens, quand ils parlent du développement économique de la CAQ, ont tous le même son de cloche en ce moment : On a perdu le contrôle de nos finances publiques. On a perdu une vision de développement économique sain. On a le plus haut taux de faillite au Canada sous votre gouverne. Les gens, là, sont inquiets du manque d'aide, du manque de nationalisme économique. C'est des villages dans toutes les régions économiques du Québec, 262 000 PME à travers tout le Québec. Le plus haut taux de faillite au Canada grâce à ce gouvernement-là. Mme la Présidente, on est vraiment en situation de crise. On est vraiment en dérape, en perte de contrôle.

On parle d'innovation. On s'entend là-dessus, c'est important qu'on ait de l'innovation au rendez-vous, c'est important qu'on prenne notre recherche et développement, qu'on trouve une façon de faire en sorte qu'elle soit innovante pour qu'on puisse aller vers l'économie de l'avenir. Mais le point le plus important dans tout ça que je n'arrête pas de répéter depuis tantôt, c'est qu'en termes d'investissement en recherche et développement, toutes sources de financement confondues, on est la province, on est, le Québec, là, l'endroit en Amérique du Nord qui en investit le moins. C'est ça, le message, puis malheureusement personne n'a compris ça au gouvernement. Malheureusement, on n'est pas surpris.

Mais, de voir le ministre de la Cybersécurité venir représenter son gouvernement pour cette interpellation-là, je trouve ça quand même assez drôle, parce que, justement, perte de contrôle dans son ministère, on l'enligne pour aller faire un débat d'idées sur l'interpellation au niveau du développement économique. On parlait de crédibilité tantôt. Je pense que, là, on a un enjeu. À la place, moi aussi, j'avoue que, si j'avais été la ministre de l'Économie, je n'aurais peut-être pas voulu défendre son bilan, là. Ça, c'est, malheureusement, la réalité, là.

Mais le plus important, c'est d'avoir des lignes directrices. Le plus important, c'est de se dire : O.K., voici la vision d'avenir en ligne avec nos forces, avec nos avantages stratégiques, O.K.? Puis de ridiculiser le passé qui a mis en place les conditions gagnantes pour qu'on puisse évoluer année après année... Chaque gouvernement se doit d'être une brique de plus dans le mur de l'histoire du Québec. Chaque gouvernement a ce rôle-là à jouer. Les gouvernements passés l'ont fait, Hydro-Québec, le Plan Nord.

La filière batterie, ça aurait été tellement, tellement bien fait si on avait été capables de se dire : O.K., on a des aptitudes, au Québec, de prendre nos PME à nous autres, notre monde à nous, notre technologie qu'Hydro-Québec a, qui est maintenant rendue, en passant, là, la technologie utilisée pour 80 % des batteries de la demande mondiale, la technologie numéro un, là. On aurait dû s'enligner vers nos forces à nous. Malheureusement, ce gouvernement-là a suivi, exécuté un rapport qui leur a été donné à coups de millions de dollars, leur dire : Non, non, faites une vieille technologie qui est désuète, qui est trois fois moins productive, qui coûte plus cher, qui a moins de capacité. Mais c'est de... C'est un peu, malheureusement, le risque actuel, puis les gens vont s'en rendre compte dans pas longtemps.

Le gouvernement de la CAQ n'a pas de vision économique. Fournir des milliards de dollars à des compagnies étrangères, donner nos blocs d'énergie, là, à des compagnies étrangères... Je sais qu'on veut décarboner le Québec avec la filière batterie. Ça, je le comprends. Malheureusement, ce n'est pas ça, là. Ce n'est pas toutes les batteries qui vont être consommées au Québec. La majorité vont être vendues à l'extérieur du Québec. Donc, l'objectif n'est, encore une fois, pas atteint. C'est désolant de voir ça.

On ne peut pas leur faire confiance. C'est ça, la réalité. On a plus de 700 millions qui ont été investis à date juste dans Northvolt, là, puis actuellement, là, à part le terrain, le reste, ça ne vaut rien. Puis là on nous demande de nous faire... de leur faire confiance pour aller écrire un autre chèque aux conditions de l'an passé quand tout a changé dans le marché. C'est irresponsable.

• (12 heures) •

Vous savez, Mme la Présidente, la chose la plus importante dans le développement des affaires, là, c'est d'être capable de se dire que nous, O.K., on compétitionne contre qui? Bien, nous, on ne compétitionne pas contre nous autres mêmes au Québec. On compétitionne contre le monde. Puis ça, ça devrait être, là, les lunettes qu'on porte à tous les jours pour comprendre c'est quoi, les règles du jeu, c'est quoi, le niveau d'engagement qu'on devrait avoir. Ça fait qu'on devrait se donner des comparables, de se dire que, bon, voici ce qui se passe aux États-Unis, O.K., deux fois et demie plus de productivité que nous, O.K., voici ce qui se passe en Europe, voici ce qui se passe en recherche et développement en Asie, voici ce qui se passe dans les technologies, voici le rendement d'une batterie d'un de nos compétiteurs. Malheureusement, cette idée-là de faire des comparables, ce n'est pas un réflexe naturel avec ce gouvernement-là et c'est ce qui fait en sorte qu'on est en déroute au niveau de la saine gestion de nos finances publiques, au niveau des services en santé, au niveau des services en école, au niveau de... au niveau de la vision économique.

Mme la Présidente, le point est très clair, là, la CAQ a clairement une vision qui date d'une autre époque en développement économique, puis malheureusement le Québec paie le prix.

**La Présidente (Mme Mallette) :** Merci. Compte tenu d'heure, je lève la séance de... La commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux sine die.

*(Fin de la séance à 12 h 01)*